

SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012

Compte rendu

L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Étaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.

Pouvoir(s):

Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.

Excusé(es):

M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 41 affaires.

L'affaire n°41 : « Hors Commission – Exposition corps et ombres, Caravage et le Caravagisme Européen – Conférence de presse exceptionnelle – Financement du déplacement des représentants de la presse – Approbation », a été transmise dans un délai d'un jour franc conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et approuvé par le Conseil de Communauté.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 29 MARS 2012

Monsieur le Président soumet à l'approbation des Elus le projet de procès verbal du 29 mars 2012.

Le procès verbal de la séance du 29 mars 2012 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N° 2012-116 - 09/03/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'opération "Chéquier printemps Odysseum" octroyant des réductions sur les tarifs du planétarium Galilée

Objet : Une réduction de 20% sera appliquée sur les tarifs des produits de la boutique du planétarium Galilée, exception faite des livres, du vendredi 13 avril au samedi 12 mai 2012. La réduction se fera en une fois, sur présentation d'un coupon de réduction, quel que soit le nombre d'articles achetés.

N° 2012-117 - 12/03/2012 - Direction de la culture

Décision relative à une autorisation d'occupation du domaine public - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise l'association Opéra Junior à occuper temporairement le Théâtre du Hangar afin d'y organiser des répétitions. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les périodes du 6 au 18 mars, du 16 au 22 avril ainsi que le 12,13 et 23 mai 2012. Une convention fixe les modalités de cette occupation.

N° 2012-118 - 13/03/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché de réalisation d'un diagnostic préalable à la rénovation des Points Propreté

Objet : Un marché de service est passé avec la société ANTEA sise à Pérols. Ce marché concerne la réalisation du diagnostic préalable à la rénovation des Points Propreté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée prévisionnelle est de 4 mois maximum. Le montant du marché s'élève à 29 975 € H.T. sur la base de la Décomposition du prix global et Forfaitaire.

N° 2012-119 - 13/03/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un avenant de transfert n°1 au marché n°2444GD10 lot n°2 Suivi post exploitation du Centre d'enfouissement des résidus urbains du Thôt

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2444GD11 doit être passé en vue du transfert à la société RAZEL BEC des prestations jusqu'alors exercées par la société BEC Frères.

N° 2012-120 - 13/03/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un avenant de transfert n°1 au marché n°2563GD11 de travaux d'aménagement du casier n°1 de l'installation de Stockage des Déchets ménagers et assimilés non dangereux de Castries

Objet : Un avenant au marché n°2563GD11 doit être passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations jusqu'alors exercées par la société BEC FRERES.

N° 2012-121 - 13/03/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation précaire avec M. Didier VELLAS des Parcelles cadastrées section AV n°594, 21, 24, 4 sur la Commune de Jacou

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit de M. Didier VELLAS, une convention d'occupation précaire concernant les parcelles cadastrées section AV N°594, 21, 24, 4 et, en nature de terres labourables, d'une contenance totale de 21 ha 05a 48 ca sur la Commune de Jacou. La convention est consentie pour une durée d'un an, pour s'achever le 30 septembre 2012. Le montant total de la redevance d'occupation est de 3 580 €.

N° 2012-122 - 13/03/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section OL n°77 et OO n°40 - 2057 avenue de Maurin - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SNCF, les parcelles cadastrées section OL n°77 en nature de sol, d'une contenance de 6a 84ca, sur la Commune de Montpellier. Le prix d'acquisition est fixé à 70 000 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-123 - 13/03/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section An n°15 rue des Romarins - Commune de Fabrègues

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SNCF, une parcelle cadastrée section AN n°15 constitué d'un logement délabré d'une remise ouverte et d'un jardin sur la Commune de Fabrègues, pour une contenance de 7a 21 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 60 000 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-124 - 13/03/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD Section BM n°32 - Commune de Cournonterral

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur, par voie de préemption, auprès de Mme Labiche Mireille, de la parcelle cadastrée section BM n°32, d'une superficie totale de 2 780 m² à usage de terres, sur la Commune de Cournonterral. Le prix d'acquisition du bien est de 8 000 € au vu de l'avis du Service des domaines, frais d'acquisitions en sus et à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-125 - 14/03/2012 - Direction des sports

Décision relative à un marché de réfection de la goulotte de débordement du bassin ludique de la Piscine Olympique Antigone à Montpellier

Objet : Un marché de travaux relatif à la réfection de la goulotte de débordement du bassin ludique de la Piscine Olympique d'Antigone, est passé avec la société SNIDARO. Le marché prend effet à compter de sa notification, sauf renonciation du titulaire. Le montant du marché est de 89 460 € H.T.

N° 2012-126 - 14/03/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée.

Objet : Un marché à bons de commande est passé avec la société DERICHEBOURG PROPTE sise à Boissy Saint Léger. Ce marché concerne l'exécution des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée Lot n°2 : prestations d'entretien général trimestrielles et semestrielles. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'1 an, il peut être reconduit pour une période d'une année, pour une durée maximale de deux ans. Le montant du marché s'élève à minimum 3 000 € H.T. / maximum 5 000 € H.T., les prestations étant rémunérées par application du bordereau des prix unitaires aux quantités.

N° 2012-127 - 14/03/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché de prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée

Objet : Un marché à bons de commande est passé avec la société SUD Service, sise à Castelnau le Lez. Ce marché concerne l'exécution des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée, lot n°1 : prestations journalières et hebdomadaires d'entretien et de nettoyage. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'1 an, il peut être reconduit pour une période d'une année, pour une durée maximale de deux ans. Le montant du marché s'élève à minimum 20 000 € H.T./maximum 40 000 € H.T., les prestations étant rémunérées par application du bordereau des prix unitaires aux quantités.

N° 2012-128 - 19/03/2012 - Musée Fabre

Décision relative à un marché n°2905DC12 d'études de maîtrise d'œuvre pour la réfection du dispositif d'éclairage des salles d'exposition temporaire du musée Fabre

Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre n°2905DC12 est passé sous procédures adaptée avec la société ROSSIGNOL sise à Saint Cyprien (66) concernant les prestations d'études de maîtrise d'œuvre pour la réfection du dispositif d'éclairage des salles d'exposition temporaire du musée Fabre. Le montant du marché est de 16 150 € H.T.

N° 2012-129 - 19/03/2012 - Direction de la culture

Décision relative à la convention de mise à disposition de l'espace rencontres de Castelnau le lez

Objet : Une convention de mise à disposition de l'espace rencontres situé à Castelnau le lez est passé entre la Ville de Castelnau le Lez et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La mise à disposition est consentie à titre gracieux du mardi 20 mars 2012 à 14h00 jusqu'au mercredi 21 mars 2012 à 9h00, et du mardi 22 mai 2012 à 14h00 jusqu'au mercredi 23 mai 2012 à 9h00.

N° 2012-130 - 21/03/2012 - Protocole

Décision relative à un marché d'impression, façonnage et livraison de cartons d'invitation

Objet : Un marché à bons de commande est passé avec la société IMP'ACT IMPRIMERIE. Ce marché concerne l'achat, l'impression, le façonnage et la livraison de cartons d'invitation pour les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2012, et ne pourra pas être reconduit. Le montant du marché s'élève à 20 000 € H.T. et 80 000 € H.T. maximum annuel.

INFORMATION DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE : REAMENAGEMENT DE DETTE

Conformément à la délibération n°10626 du 30 janvier 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé au réaménagement de deux contrats d'emprunt conclus auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel du Languedoc afin d'optimiser la gestion de son exposition et de sécuriser son encours de dette.

Le taux du tirage n°1 de 6 368 421,06€ a été transformé en un taux fixe classique de 4,42%.

Le tirage n°2 de 8 543 478€ a été remboursé par anticipation le 5 mars 2012, concomitamment à la mise en place du nouveau tirage de 11 099 798€ au taux fixe classique de 4,40%, (avec mouvement de fonds uniquement sur le solde).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a ainsi profité d'une opportunité de marché lui permettant de positionner ses deux tirages en catégorie 1A de la charte Gissler (soit l'exposition la plus sécurisée), à des conditions de taux très intéressantes, inférieures aux niveaux plafonds proposés dans la délibération.

Le conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 4 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - BILAN INTERMÉDIAIRE DE LA CONCERTATION - TRACÉ PRÉFÉRENTIEL

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la ligne 4 (devenue ligne 5) de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez. Le Conseil de Communauté s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme.

Par délibération n°10144 du 21 avril 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération de la ligne 5 de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, entre Lavérune - Clapiers - Prades le Lez sur une longueur de 17,5 kms environ, et l'enveloppe financière prévisionnelle au montant de 330 millions € H.T. (valeur mars 2009). Le Conseil de Communauté a également approuvé les objectifs de l'opération, les modalités de concertation, ainsi que la proposition de tracé et les variantes à soumettre à concertation.

Des registres ont été mis à disposition du public dans les lieux d'exposition et des articles d'information ont été publiés dans les journaux locaux.

6 réunions publiques de concertation pour la présentation des options de tracé ont été tenues dans les communes concernées : 1 pour Clapiers et Montferrier sur Lez, 1 pour Prades le Lez, 3 pour Montpellier, 1 pour Lavérune et Saint-Jean-de-Védas.

A l'issue de cette étape de concertation auprès de la population, des associations et des instances concernées qui permet de commencer à préciser les partis d'aménagement et d'exploitation de la ligne et de présenter l'évolution du tracé, il est nécessaire de prendre en compte les différents avis et remarques qui ont été exprimés.

A cette étape, il est possible en analysant les remarques des populations concernées et tenant compte de l'avancée des études, d'établir la synthèse suivante :

1. le programme de l'opération de construction de la ligne 5 de tramway et ses objectifs, définis par la délibération n°10144 du 21 avril 2011 du Conseil de Communauté et qui s'inscrivent dans les orientations du projet de Plan de Déplacements Urbains de la période 2012–2020, arrêté par délibération n°9992 du 26 janvier 2011, et du Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération, font l'objet d'un vif intérêt et d'un très large consensus :
 - poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics afin de diminuer la dépendance automobile,
 - s'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
 - assurer des dessertes de qualité des grands équipements dont les établissements scolaires, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus et des pôles d'emploi,
 - prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville,
 - inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de l'agglomération.

Le réseau à 5 lignes de tramway associé à un réseau TER cadencé, permettra d'organiser des rabattements automobiles et des rabattements en transports publics ; la modernisation de la gare Saint Roch et la création de la future gare à Odysseum venant structurer ce réseau à l'échelle métropolitaine.

Ce futur réseau renforcera le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements, accroîtra leur rôle en permettant l'accès à un grand nombre de pôles d'activités pour l'ensemble des habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et préservera l'attractivité du centre de l'agglomération tout en assurant sa protection contre la pollution et l'engorgement par la circulation générale.

2. en matière de tracé, le corridor de la ligne 5 de tramway entre Lavérune - Clapiers - Prades le Lez recueille un avis très favorable.
3. concernant les partis d'aménagement et d'exploitation :
 - entre les parkings d'échange projetés sur le contournement nord de Montpellier (RD 65), aux ronds points d'Agropolis et de Girac, et le rond point Paul Fajon dans le quartier des Bouisses la réalisation d'un tramway à double voie permet l'obtention d'une fréquence de circulation optimum des rames correspondant au trafic prévisible,
 - aux extrémités de la ligne l'analyse des potentiels de trafic et celle des solutions d'insertion du projet permettent de considérer pour le tronçon de ligne aboutissant à Prades le Lez, que seule une solution de tramway à voie unique peut se justifier.

D'autre part, sur les tronçons aboutissant à Clapiers et à Lavérune la solution voie unique est privilégiée sous réserve des études complémentaires des conditions techniques d'exploitation.

Il en sera de même pour la configuration de ligne en antenne envisagée depuis le rond point Paul Fajon pour desservir l'urbanisation future du quartier des Grèzes.

4. au titre d'un maillage optimum de l'ensemble du réseau de tramway, il convient de considérer selon les avis et les études en cours :
 - la nécessité d'une parfaite correspondance de la ligne 5, au bénéfice des usagers, notamment aux stations : Saint Eloi avec la ligne 1, Albert 1^{er} avec les lignes 1 et 4 et Saint Denis avec les lignes 3 et 4, pour la desserte de toutes les destinations offertes par le réseau,
 - l'intérêt d'une connexion technique entre les lignes chaque fois que cela est possible, pour permettre une évolution des possibilités d'exploitation et un accès le plus efficace possible vers les dépôts et centre de maintenance,
 - une implantation des parkings tramway au rond point Maurice Gennevaux sur le futur Contournement Ouest de Montpellier (COM / RD 132) et aux ronds points d'Agropolis et de Girac sur le Contournement Nord (RD 65), pour offrir au plus grand nombre d'usagers des accès directs depuis le réseau des voies de contournement de l'agglomération.

Pour le tracé préférentiel, les avis exprimés conjointement avec l'avancée des études permettent de le préciser comme suit pour la poursuite de la concertation :

1. entre Lavérune et le rond point Maurice Gennevaux : le choix se porte sur un terminus de la ligne avec parking

- de proximité ou d'échange au rond point d'entrée du village.
- Le tracé préférentiel par la route de départementale (RD 5) qui rejoint le pôle d'échange Gennevaux n'appelle pas d'observation.
- 2. entre le rond point Maurice Gennevaux et le rond point Paul Fajon :
 - Depuis le parking d'échange sur le futur contournement ouest (RD 132) au rond point Maurice Gennevaux le tracé préférentiel par la route de Lavérune jusqu'au rond point Paul Fajon, répond à la demande exprimée d'un temps de trajet optimisé vers Montpellier et d'une requalification de la route de Lavérune.
 - Pour la desserte du secteur des Grèzes dont la Ville de Montpellier a engagé les études de développement urbain, un tracé en antenne peut être envisagé depuis le rond point Paul Fajon, par la rue des Bouisses.
- 3. entre le rond point Paul Fajon et la place du 8 mai : la desserte équilibrée des quartiers Bagatelle et Paul Valéry, ainsi que la desserte du quartier Ovalie, du stade Yves du Manoir et du futur quartier de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), présentent un enjeu majeur.
 - L'avancement des études ayant mis en évidence de fortes difficultés d'insertion de la ligne de tramway dans le quartier Bagatelle, le début du nouveau tracé préférentiel passe par la route de Lavérune jusqu'à l'avenue de Vanières.
 - Puis, tout en considérant les avis partagés entre un passage par la route de Lavérune, ou privilégiant les secteurs d'Ovalie puis de l'EAI, mais en réponse aux objectifs du développement urbain, le choix se porte sur un tracé par l'avenue de Vanières jusqu'à la rue de Bugarel qu'il emprunte pour rejoindre le site de l'EAI en longeant le Parc Montcalm à l'Ouest. Ce tracé permet en effet de desservir à la fois les quartiers situés à l'ouest de l'avenue de Vanières (Bagatelle, Ovalie) et ceux situés à l'est, dont la cité Paul Valéry.
 - De nouvelles perméabilités piétons et cycles entre le Parc Montcalm et le quartier d'Estanove permettront la desserte de ce dernier.
 - Le tracé traverse le secteur de l'EAI en fonction des études urbaines engagées par la Ville, en s'approchant de la Cité Gély dans le quartier Figuerolles pour assurer sa desserte, avant de rejoindre la place du 8 mai par la rue Lepic ou le cas échéant la rue Croix du Capitaine selon la poursuite des études.
- 4. entre la place du 8 mai et Saint-Eloi : l'enjeu d'une requalification urbaine de l'avenue Clémenceau est apprécié. D'autre part, le projet accompagnera la piétonisation des boulevards Jeu de Paume et Ledru Rollin entreprise par la Ville de Montpellier dans le cadre de son nouveau plan local de déplacements.
 - Le tracé préférentiel ainsi dégagé emprunte l'avenue Clémenceau, circule en tronc commun avec la ligne 3 par les rues de la Saunerie dans un sens et André Michel dans l'autre, pour rejoindre les boulevards Jeu de Paume, Ledru Rollin, Vialleton et Henri IV jusqu'à la place Albert 1^{er}.
 - Il emprunte ensuite un tronc commun avec la ligne 1 entre les stations Albert 1^{er} et Saint-Eloi.
 - Sur la section des boulevards Jeu de Paume, Ledru Rollin, Vialleton et Henri IV, le tracé choisi permet de boucler entre le boulevard de l'Observatoire et la place Albert 1^{er}, l'itinéraire de la ligne 4 en tronc commun avec la ligne 5.
- 5. entre Saint-Eloi et le giratoire Agropolis : la desserte de l'ensemble du Cœur de Campus, complémentaire à celle de la ligne 1, ainsi que la desserte centrale du parc d'activités Agropolis, répondent à un enjeu majeur de développement de ces secteurs.
 - Le début du nouveau tracé préférentiel emprunte l'avenue du Docteur Pezet jusqu'à la place de la Voie Domitienne, puis la route de Mende jusqu'à la rue de Vert Bois.
 - Puis, tout en considérant les avis partagés entre un passage par la route de Mende, ou devant l'entrée du Zoo, mais en réponse à l'objectif majeur en terme de réduction de l'usage de l'automobile en ville, ainsi qu'à l'objectif d'une desserte complète du Campus et du pôle Balard-CNRS, et d'autre part, compte tenu de l'incidence d'une insertion du tramway avenue Agropolis nécessitant une emprise sur le site classé coté Bois de Montmaur ou coté Zoo, le tracé retenu poursuit par la route de Mende, à proximité du Plan des 4 Seigneurs, avant de bifurquer rue Arthur Young pour desservir le centre du parc Agropolis par l'avenue éponyme, jusqu'au rond point d'Agropolis sur la route départementale (RD 65).
- 6. entre le giratoire Agropolis et les terminus de Clapiers et de Prades le Lez : l'intérêt de deux parkings d'échange aux ronds points d'Agropolis et de Girac a été proposé pour capter les automobilistes en provenance du Contournement Nord (RD 65), de la route de Mende (RD 112), ainsi que du boulevard de la Lironde.
 - Tout en considérant les avis partagés entre un accès à Prades le Lez depuis le rond point d'Agropolis par la route de Mende (RD 112) qui permet une desserte complémentaire de la Commune de Montferrier, ou un accès depuis le rond point de Girac, mais en réponse à la nécessité de créer un grand parking d'échange sur le Contournement Nord (RD 65) dont la réalisation est plus aisée au niveau de ce deuxième rond point, et d'autre part, compte tenu de l'incidence des grandes difficultés d'insertion du tramway route de Mende, le tracé préférentiel longe la route départementale (RD 65) en franchissant le Lez jusqu'au rond point de Girac.
 - Puis, pour atteindre le terminus de Clapiers situé à côté de la médiathèque Albert Camus conformément à la demande exprimée, le tracé emprunte le boulevard de Lauriol en contre-allée de la route départementale (RD 65).
 - Entre le rond point de Girac et Prades le Lez, le tracé emprunte la route départementale (RD 17), avec positionnement d'un parking d'échange ou de proximité à l'embranchement de la route de Baillarguet, jusqu'au terminus repositionné dans le village à proximité du centre commercial de La Mandarine.

Ce terminus, qui a fait l'objet de débats, pourrait être la meilleure localisation au regard des demandes pour assurer la desserte du village.

Pour ce nouveau tracé préférentiel, il est proposé d'instituer, comme cela a été fait pour le tracé de base et les variantes délibérés par les Conseils de Communauté des 3 juillet 2009 et 21 avril 2011, un périmètre d'études selon les dispositions de l'article L.111-10 du Code de l'urbanisme.

Le périmètre d'études proposé est défini par une bande de 100 mètres axée sur chaque option de tracé envisagée. Après prise en considération par les communes concernées, ce périmètre sera reporté, à titre d'information, sur les documents graphiques des plans locaux d'urbanisme de ces communes.

L'incidence de ce tracé préférentiel sur les caractéristiques de l'opération et sur son enveloppe financière prévisionnelle sera précisée dans le cadre de la poursuite des études. Les caractéristiques du projet et son enveloppe financière seront définitivement arrêtés lors de l'approbation de l'avant-projet par le Conseil de Communauté.

Le tracé préférentiel, les tracés variantes initialement prévus, ainsi que les variantes complémentaires proposées dans le cadre de la concertation sont et seront toujours à l'étude, dans le cadre des phases suivantes de la concertation qui se poursuivra jusqu'à l'arrêt du dossier définitif du projet, conformément aux dispositions de l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme.

A l'issue de la concertation, un bilan sera présenté et débattu en Conseil Communautaire. Le dossier définitif du projet sera alors arrêté par le Conseil et tenu à la disposition du public.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan intermédiaire de la concertation préalable à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- retenir le nouveau tracé préférentiel pour la poursuite des étapes de concertation du public, des études et d'élaboration des dossiers administratifs,
- se réserver la possibilité de compléter l'étude de toutes les variantes de tracé complémentaires non retenues par le tracé préférentiel et d'en autoriser la prise en compte dans les documents et les actions de concertation du public,
- dire que le Conseil de Communauté aura à délibérer ultérieurement sur le bilan de la concertation, celle-ci se poursuivant jusqu'à l'arrêt du dossier définitif du projet, conformément aux dispositions de l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (1 contre).

AFFAIRE N° 5 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - MARCHÉ N°3.649 COMPLÉMENT DES ÉQUIPEMENTS BILLETTIQUES ET INTEROPÉRABILITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Le présent marché s'inscrit dans le cadre de la réalisation des travaux de l'opération 3^{ème} ligne et extension Ouest du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Ce marché porte sur un complément du système billettique existant et en cours d'installation et consiste en :

- la fourniture et l'installation de valideurs à quai sur 10 stations du réseau des 4 lignes de tramway,
- la modification du système permettant l'interopérabilité avec la billettique régionale, en vue notamment d'accepter la carte à puce transport de la Région Languedoc-Roussillon en validation et en recharge des abonnements KARTATOO, tout en garantissant la continuité d'utilisation des cartes actuelles du réseau TaM,
- la réalisation de l'interface avec les systèmes de commercialisation et de contrôle des titres de transport, permettant de configurer le système de vente avec les dispositions d'interopérabilité et le futur système EMMA de vente à distance de l'agglomération.

C'est un marché à prix global et forfaitaire dont le délai d'exécution est de 20 mois à compter de sa date de notification.

TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée sans mise en concurrence préalable pour des raisons techniques conformément à l'article 144-II-3° du Code des Marchés Publics. En effet, l'actuel système billettique en service sur le réseau de transport a été développé, installé et paramétré par l'entreprise ACS, selon une technologie spécifique et dont les modifications nécessitent une reprise de code informatique propriété intellectuelle de l'industriel.

La lettre de consultation a été adressée le 20 février 2012 à l'entreprise ACS.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 27 mars 2012 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises ACS, SPIE Sud Ouest, mandataire ACS de Guilhaumand Granges (07), pour un montant total de 2 154 360,08 € H.T.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°3.649 avec le groupement d'entreprises ACS, SPIE Sud Ouest, mandataire ACS de Guilhaumand Granges (07), pour le complément des équipements billettiques et interopérabilité, pour un montant de 2 154 360,08 € H.T.,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer ce marché,
- dire que les crédits nécessaires au marché, dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 6 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – GESTION MULTIMODALE DES DÉPLACEMENTS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MARCHÉ N°2754TV11 D'ASSISTANCE TECHNIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses compétences en matière d'organisation des déplacements, propose d'engager, en lien avec l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier, un projet global permettant le développement du concept de Gestion Multimodale des Déplacements de l'Agglomération de Montpellier (GEMDAM). Cette démarche vise plusieurs objectifs, principalement :

- l'optimisation du fonctionnement de l'ensemble des réseaux de déplacements (voiries, transports en commun,...) afin de limiter la congestion et de prévenir les perturbations,
- une meilleure connaissance de la mobilité des habitants, de leurs conditions de déplacements pour mieux appréhender leurs besoins et orienter les choix politiques.

Le présent marché porte sur des missions d'assistance technique du projet GEMDAM - 1ère phase expérimentale sur le territoire de l'EcoCité montpelliéraine. Cette 1ère phase concerne la mise en place de la démarche générale et trouvera des concrétisations sur un périmètre opérationnel expérimental correspondant à celui de l'Ecocité Montpelliéraine.

Le marché comprend les missions principales suivantes :

- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la coordination générale et l'animation technique des partenaires et des gestionnaires en charge des déplacements,
- Définition opérationnelle d'une équipe composée de représentants des partenaires et gestionnaires des déplacements, en charge d'analyser les problématiques et de proposer les optimisations des réseaux et des conditions de déplacements,
- Mise en place d'une 1ère version de portail d'information multimodale sur les déplacements à destination des usagers.

Ce marché à prix mixte (global et forfaitaire pour les principales missions et sur prix unitaires pour des prestations complémentaires sur commandes) est passé pour une durée de 2 ans.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée avec mise en concurrence, conformément aux articles 144-1, 165 et 166 du Code des Marchés Publics, dont l'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 27 septembre 2011.

A l'issue des négociations, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 20 mars 2012, a décidé de retenir l'offre de la Société SETEC ITS (75) qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de consultation, pour un montant estimatif de 278 375,00 € H.T. (soit un montant forfaitaire de 266 605,00 € H.T. et un montant estimé de 11 770,00 € H.T. correspondant à 20 demi journées de travail supplémentaires).

Le financement de cette 1ère phase du projet GEMDAM sera assuré en partenariat par l'Etat dans le cadre d'une subvention EcoCité, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier à parts égales, dans le cadre d'une convention ultérieure.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer le marché n°2754TV11 d'assistance technique pour le projet de gestion multimodale des déplacements de l'Agglomération de Montpellier - 1ère phase expérimentale sur le territoire de l'EcoCité montpelliéraine à SETEC ITS pour un montant estimatif de 278 375,00 € H.T. (soit un montant forfaitaire de 266 605,00 € H.T. pour les missions principales et un montant estimé de 11 770,00 € H.T. correspondant à 20 demi journées de travail supplémentaires),

- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 7 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORTS EN COMMUN - TARIFICATION - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN HÉRAULT TRANSPORT - CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE POUR LA NAVETTE DU PETIT TRAVERS SAISON 2012 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°10778 le Conseil de Communauté du 29 mars 2012 a adopté la convention avec le Syndicat mixte Hérault Transport pour la mise en place d'une navette de bus (ligne 132) accompagnant l'ouverture de la ligne 3 de tramway et facilitant l'accès aux plages, jusqu'à fin septembre.

Hérault Transport a finalement décidé d'assurer une desserte directe de la plage du lido de Carnon au Petit Travers, depuis la station Pérols Etang de l'Or, avec cette Navette du Petit Travers (ligne 132).

En conséquence la délibération n°10778 du Conseil de Communauté du 29 mars 2012 doit être abrogée et la nouvelle convention entre le Syndicat Mixte Hérault Transport et la Communauté d'Agglomération de Montpellier fixe les modalités suivantes :

Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à la Navette du Petit Travers, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Hérault Transport proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur la Navette.

Le dispositif qui sera mis en place est le suivant :

- les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter la navette,
- les voyageurs provenant de la ligne 3 et disposant d'un titre TaM auront accès à la navette en correspondance,
- enfin pour les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique sera vendu à bord de la navette, pour un trajet sur la navette et une correspondance sur le tramway. Hérault Transport fixe son tarif à 1,50 €, mais à titre promotionnel jusqu'au 30 juin 2012, le vendra avec une réduction de 10 centimes, soit au tarif de 1,40 €.

Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par la Communauté d'Agglomération à Hérault Transport calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée contractuellement à 0,94 € par la convention, en fonction du nombre de validations enregistrées à bord de la navette.

La convention prend effet dès la mise en service de la ligne 3. A l'issue de la saison estivale un bilan sera établi afin d'adapter le dispositif, le cas échéant, pour sa poursuite en 2013 dans le cadre d'une nouvelle convention.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°10778 du Conseil de Communauté du 29 mars 2012,
- approuver la convention de compensation tarifaire pour la Navette du Petit Travers,
- dire que la dépense est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention précitée et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 8 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORTS EN COMMUN - SYNDICAT MIXTE HÉRAULT TRANSPORT - ADHÉSION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE L'OR - MODIFICATION DES STATUTS

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Le syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault, dénommé Hérault Transport, créé par arrêté préfectoral n°2003-1-2762, en date du 29 juillet 2003, est composé du Département de l'Hérault qui a transféré l'intégralité de sa compétence transports interurbains et des 4 Communautés d'Agglomération Montpellier Agglomération, Béziers-Méditerranée, Thau-Agglomération et Hérault-Méditerranée qui ont transféré leur compétence transport scolaire.

Par arrêté préfectoral n° 2011-1-1905 du 2 septembre 2011, la Communauté de Communes du Pays de l'Or a été transformée à la date du 1^{er} janvier 2012 en Communauté d'Agglomération, dénommée Pays de l'Or Agglomération. Par délibération en date du 5 janvier 2012, Pays de l'Or Agglomération a sollicité l'adhésion au syndicat Hérault Transport en vue de s'associer à ses membres et participer au renforcement de l'offre globale de transports en commun.

Par délibération en date du 30 mars 2012, Hérault Transport propose d'autoriser l'adhésion de Pays de l'Or Agglomération au syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault, en présentant les modifications principales suivantes des statuts du syndicat :

- ajout de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or en tant que membre du syndicat (art 2),
- augmentation du nombre de délégués composant le comité syndical de 30 à 31, avec attribution d'un siège à Pays de l'Or Agglomération et sans modification du nombre de délégués pour les membres actuels (art 11),
- ajustement du pourcentage de la participation financière des membres au fonctionnement du syndicat et à l'exercice des missions de coordination des services, selon le principe actuel de participation au prorata de la répartition des sièges au comité syndical,

D'autres modifications sont présentées dans la version modifiée des statuts jointe au présent rapport, concernant notamment : l'introduction d'un délai de 3 mois pour la prise des délibérations concordantes par les membres (art 4 et 24), la mention de la possibilité de délégation d'une partie des attributions du comité syndical au Président et la mise à jour de la liste des attributions exclusives du comité syndical (art 12).

Une délibération de chaque conseil des collectivités membre du syndicat mixte est nécessaire pour autoriser l'adhésion de Pays de l'Or Agglomération et la modification des statuts proposées par Hérault Transport.

Ultérieurement un arrêté préfectoral constatera la nouvelle composition et les nouveaux statuts du syndicat mixte .

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- se prononcer en faveur de l'adhésion de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or au syndicat mixte Hérault Transport,
- approuver la modification des statuts,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 9 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGÉRIE - MARCHÉS DE TRAVAUX N°2183DC09 - LOTS N°1' GROS OEUVRE' , 3'ETANCHÉITÉ', 6' CLOISONS, DOUBLAGES, FAUX-PLAFONDS' ET 12' DÉCORS PEINTS' - RÉSILIATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise le Musée de l'Histoire de la France en Algérie (1830-1962) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier. Afin de mener à bien cette opération, une consultation pour les travaux a été lancée dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, en vertu de l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n°9053 en date du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le lancement de cet appel d'offres en treize lots, estimés au stade APD à un total de : 8 023 185 € H.T.

Par délibération n°9269 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé l'attribution des lots 1, 4, 5, 6, 9a, 9b, 10, 11 et 12, la nouvelle estimation des lots 2, 3, 7, 8 et 13, déclarés infructueux, et autorisé d'une part le lancement d'un nouvel appel d'offres ouvert pour le lot 13, et d'autre part le lancement d'une consultation sous la forme d'une procédure adaptée pour les lots 2, 3, 7 et 8.

A l'issue de ces procédures, l'ensemble des marchés a été attribué pour un montant global de 6 625 990,19 € H.T.

Par délibération n°9930 du 15 décembre 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le nouveau programme fonctionnel et détaillé, rendu nécessaire par une refonte complète du programme scientifique et culturel de ce musée faisant appel à une redéfinition globale des espaces et un recours plus important aux technologies multimédiales.

La refonte de ce programme muséographique a induit des modifications substantielles concernant les marchés mentionnés ci-dessous:

N° du lot	Libellé	Titulaire
1	Gros œuvre, façades, réseaux Montant : marché initial et avenant1: 2 565 216€ HT	Entreprise LEON GROSSE
3	Etanchéité Montant : marché initial et avenant 1: 94 750.30€ HT	Entreprise NET ETANCHEITE
6	Cloisons, doublages, faux-plafonds Montant marché initial : 383 719.50€ HT	Etablissements JF CORTINA
12	Décors peints Montant marché initial, avenants 1 et 2 : 119 448.83€ HT	Entreprise SUD FRANCE

Compte tenu des avenants déjà conclus sur ce chantier, et/ou de l'importance des modifications techniques à apporter, il n'est plus envisageable de conclure de nouveaux avenants concernant ces lots au regard des dispositions de l'article 20 du code des marchés publics qui proscrit, en l'absence de sujétions techniques imprévues, la passation d'avenants bouleversant l'économie du marché.

Les marchés relatifs au gros œuvre, façades, réseaux et à l'étanchéité sont pratiquement exécutés. L'exécution des marchés de second œuvre concernant les cloisons, doublages, faux plafonds et les décors peints, fortement impactés par la modification muséographique, vient de débuter. Au regard des modifications induites par le nouveau programme ils ne peuvent être finalisés dans leur cadre contractuel financier et technique. Aussi, il convient de procéder à la résiliation de ces marchés pour motif d'intérêt général.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la résiliation pour motif d'intérêt général des marchés n°2183DC09, lots n°1, 3, 6 et 12 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 10 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - FILM « MARCEL HANOUN, CHEMIN FAISANT » - CONTRAT DE LICENCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre du contrat numérique signé avec l'Etat, le projet de numérisation du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération s'inscrit dans le prolongement d'une politique de valorisation des films régionaux et locaux.

Cette opération est financée par l'Etat à hauteur de 80% de la dépense H.T. subventionnable.

L'objectif de la numérisation est double : sauvegarder un support menacé ou non pérenne et pouvoir disposer de son contenu sous forme numérique, pour une consultation sur place et à distance, à l'usage des abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération.

Le film du réalisateur montpelliérain Laurent Aït Benalla a été présenté en 2008 à la médiathèque F.Fellini. Ce film retrace le parcours du réalisateur Marcel Hanoun (proche de Godard et de la Nouvelle vague) assez méconnu du grand public, et qui a fait l'objet d'une rétrospective à la Cinémathèque Française l'an dernier. Certaines scènes de ce film ont été tournées à Montpellier ; on voit par exemple Marcel Hanoun se rendant à la médiathèque Fellini en novembre 2008.

Ainsi, dans le cadre de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional, et de sa consultation à titre individuel, sur demande, par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération, il est proposé de signer le contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs du film « Marcel Hanoun, chemin faisant » pour une durée de 10 ans, avec la Société SLAB représenté par David Massabau. Ce contrat sera conclu moyennant le versement d'une somme de 322 € T.T.C.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs pour une durée de 10 ans, avec la Société SLAB représenté par David Massabau pour la numérisation et la consultation par les abonnés du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur place et à distance, du film « Marcel Hanoun, chemin faisant » ,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 11 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - ÉVOLUTION DU PORTAIL DE SERVICES ERMES AVEC DES SERVICES INNOVANTS - MARCHÉ N°2938DC12 SANS MISE EN CONCURRENCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Lors du conseil de communauté du 23 juin 2011, dans le prolongement du programme de réinformatisation du réseau des médiathèques, et avec la perspective d'en accélérer le développement numérique, il a été décidé de présenter une nouvelle demande de subvention auprès de l'Etat, au titre du contrat numérique proposé par le Ministère de la Culture.

Le Ministère de la Culture a accordé au réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération le label de « Bibliothèque numérique de référence » et des subventions afférentes pour un montant de 605 315,79 € au total, représentant 80% des sommes investies. Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est dans les cinq premières bibliothèques à mettre en place ce programme. Le changement de portail a déjà permis de passer d'un million de pages vues en 2010 à cinq millions en 2011.

Dans le cadre de ce label, ces subventions sont affectées pour :

- l'acquisition de matériels informatiques performants (infrastructure et stockage)
- le développement de nouveaux services aux usagers
- d'importantes opérations de numérisation.

Parmi les **nouveaux services**, figurent l'évolution du portail de services actuel vers sa nouvelle version, avec un nouveau mode de gestion des temps de connexion aux postes publics multimédia, ainsi que la possibilité pour les abonnés d'accéder à distance aux abonnements électroniques souscrits par les médiathèques.

La dernière version d'Ermes prévoit différentes améliorations comme une navigation plus intuitive (dite « à facettes »), et la personnalisation par l'utilisateur de l'interface de consultation. Par ailleurs, le module « quota temps » permettra aux usagers de disposer d'un poste de consultation dans la limite du temps total imparti mais sans obligation de réservation préalable.

Considérant qu'il s'agit d'un nouveau marché destiné à fournir des prestations complémentaires à l'interface actuelle fournie par la société Archimed, et que le produit relève d'une exclusivité technique au sens de l'article 35.2.8 du Code des Marchés Publics (puisque Ermes 2 fonctionne sur le socle d'Ermes 1 et qu'il est donc impossible de dissocier ces deux produits en ayant recours à un autre logiciel), des négociations sont intervenues avec cette société, sans publicité ni mise en concurrence.

A leur issue, le coût de mise en œuvre et d'installation de cette nouvelle version a été fixé en accord avec les 2 parties à 136 822,40 € T.T.C. (soit 114 400,00 € H.T.).

C'est sur cette base que la Commission d'Appel d'Offres en date du 20 mars 2012 a proposé d'attribuer le marché n°2938DC12 relatif à la mise en œuvre d'ERMES 2 à la société Archimed.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion du marché n°2938DC12 avec la Société Archimed relatif à l'évolution du portail de services Ermes et à la commande de nouveaux services pour le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au Budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché à intervenir, tel que définis ci-dessus ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 12 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU LE LEZ - VALIDATION DE PROGRAMME, DU BUDGET ET DU PLANNING - AUTORISATION DE LANCER LE CONCOURS DE MAÎTRISE D'OEUVRE - DÉSIGNATION DES MEMBRES DU JURY - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°8561 du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a déclaré la médiathèque Aimé Césaire d'intérêt communautaire et a demandé son transfert à la Commune de Castelnau le lez à compter du 1^{er} janvier 2009. Le périmètre de ce transfert a été élargi par délibération n°10296 du 28 juillet 2011, avec la prise en compte du rez-de-chaussée du bâtiment ainsi que les terrains d'assiette de celui-ci.

Par cette délibération, le Conseil de Communauté a en outre approuvé le lancement de l'étude de programmation pour la restructuration ou la démolition/reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire, et créé ainsi sur le même site un équipement communautaire comparable aux autres équipements du réseau des médiathèques tant en taille qu'en terme de services offerts aux usagers.

Par délibération n°10509 du 29 novembre 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le lancement de l'opération de reconstruction-extension de la médiathèque Aimé Césaire, pour un montant global de travaux évalué à 2,6 M€ H.T.

Pour des motifs d'ordre technique notamment, les études préalables ont conduit à retenir l'option d'une démolition/reconstruction plutôt que d'une rénovation. Le programme général, établi sur ce scénario, décrit les besoins fonctionnels du futur établissement.

D'une surface S.H.O.N. de 1 100 m², la nouvelle médiathèque Aimé Césaire comportera ainsi trois secteurs accessibles au public : le secteur fiction, le secteur documentaire – image – son, et le secteur presse. Des salles d'action culturelle (salle d'initiation et salle de projections – animations – conférences) viendront compléter les secteurs d'activité de la médiathèque.

L'accueil des usagers de la médiathèque sera positionné à l'ouest du bâtiment pour un accès direct depuis la place du marché. En rez-de-chaussée, le bâtiment ouvrira ses espaces d'activités sur l'espace extérieur coté sud.

Sur la base du montant des travaux estimé à 2,6 M€ H.T., le budget global de l'opération estimé au stade du programme s'établi à 3,9 M€ H.T.

La livraison prévisionnelle du bâtiment et son ouverture au public interviendra à la fin du premier trimestre de l'année 2015.

Il convient désormais d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération. Dans ce cadre, il est proposé de lancer une procédure de concours restreint conformément aux dispositions de l'article 74 du Code des Marchés Publics. A l'issue du classement des candidatures, cinq candidats seront admis à présenter une offre de niveau esquisse sur la base du programme technique détaillé de l'opération.

Le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation sera égale au prix estimé de l'élément de mission susvisé au quel sera appliqué un abattement de 20% en application du Code des marchés publics.

Cette procédure requiert la constitution d'un jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des Marchés Publics. Celui-ci sera constitué, outre de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du Conseil de Communauté.

Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours, sans que le nombre de ces personnalités puisse excéder cinq, la désignation de ces membres étant facultative,
- des membres du jury ayant la qualification exigée, ou équivalente à celles des candidats, pour participer au concours, représentant au moins un tiers des membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, seront invités à participer au jury, avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms que de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Dans la perspective de cette élection, des listes, exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération, avant le mardi 17 avril 2012, à 12h00. Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération ;
- autoriser le lancement du concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément à l'article 74 chapitres II et III du Code des marchés publics;
- dire que les crédits relatifs aux études et au concours de maîtrise d'œuvre sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché de maîtrise d'Oeuvre à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- procéder à l'élection des membres du jury de maîtrise d'oeuvre Composé de 5 délégués titulaires et de 5 délégués suppléants du Conseil de Communauté.

La liste suivante a été déposée par M. le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Liste 1 composée de

Membres titulaires :

N. BIGAS

J.-P. GRAND

T. BREYSSE

J. MARTIN

P. BONNAL

Membres suppléants :

J.-L. MEISSONNIER

C. VALETTE

A. BARRANDON

G. PASTOR

J.-F. AUDRIN

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle dans les conditions définies ci-dessus.
Le vote a lieu au scrutin secret.

Election du jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez :

Membres titulaires :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 88
Votants : 88
Bulletins blancs : 1
Bulletins nuls : 0
Nombre de suffrages exprimés : 87

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	87	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres titulaires :

N. BIGAS
J.-P. GRAND
T. BREYSSE
J. MARTIN
P. BONNAL

Membres suppléants :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 88
Votants : 88
Bulletins blancs : 1
Bulletins nuls : 0
Nombre de suffrages exprimés : 87

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	87	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres suppléants suivants :

Membres suppléants :

J.-L. MEISSONNIER
C. VALETTE
A. BARRANDON
G. PASTOR
J.-F. AUDRIN

Le jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez est donc composé comme suit :

Membres titulaires :

N. BIGAS
J.-P. GRAND
T. BREYSSE
J. MARTIN
P. BONNAL

Membres suppléants :

J.-L. MEISSONNIER
C. VALETTE
A. BARRANDON
G. PASTOR
J.-F. AUDRIN

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 13 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - VENTE DE BILLETS EN LIGNE - CONVENTION DE MANDAT AVEC LA SOCIÉTÉ IREC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Afin d'élargir les modalités d'accès à son offre, le musée Fabre de Montpellier Agglomération souhaite mettre en service un dispositif de vente en ligne de billets d'accès à ses espaces.

S'inscrivant étroitement dans la stratégie e-services engagée par la Communauté d'Agglomération, cette démarche concernera dans un premier temps la vente en ligne des entrées individuelles et des visites guidées individuelles, pour chacun des espaces du musée Fabre : collections permanentes, Hôtel Sabatier d'Espeyran, expositions temporaires. La dématérialisation des autres prestations de billetterie sera envisagée dans un deuxième temps, de même que l'élargissement du service à d'autres établissements culturels.

Ainsi, à partir d'une plate-forme dédiée, fournie et hébergée par l'actuel prestataire du progiciel de billetterie et caisse du musée Fabre, la société IREC, les usagers du service de vente en ligne pourront soit imprimer leur billet, soit en conserver une version dématérialisée sur un matériel de type Smartphone. Dans les deux cas, ces justificatifs, présentés à l'accueil du musée Fabre, éviteront un passage en caisse. Les usagers du service pourront également réserver une place pour les visites guidées individuelles, programmées à des créneaux horaires préétablis.

La mise en place de ce service nécessite de conclure avec la société IREC une convention de mandat de vente de billets aux termes de laquelle l'ensemble des modalités administratives, techniques et financières de l'exploitation de la plateforme sera réglé. La société IREC s'engage notamment à assurer le bon fonctionnement de son système de billetterie en ligne, à procéder à l'édition des billets conformément au paramétrage réalisé par le musée Fabre, et à garantir que le système informatique mis en place pour la vente des billets est conforme à l'article 290 quater du Code Général des Impôts

Cette convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature par les 2 parties avec possibilité de reconduction expresse, dans la limite d'une reconduction.

En phase d'exploitation, la rémunération de la société IREC se formalisera par une redevance variable, établie à 7% des recettes encaissées en ligne, et une redevance annuelle fixe établie à 2 676 € H.T. qui sera versée au titre de la maintenance de la plateforme.

La société IREC encaissera les recettes des ventes effectuées en ligne, dont le reversement au musée Fabre s'effectuera à chaque fin de mois, et s'accompagnera d'un listing des ventes justifiant de l'ensemble des ventes réalisées à partir du site pour le musée Fabre. La société IREC adressera une facture correspondant à la commission de vente de 7%.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mandat avec la Société IREC,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année 2012, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mandat avec la Société IREC ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 14 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION POUR LA MISE EN OEUVRE DES ACTIVITÉS CULTURELLES AU CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le musée Fabre place l'ouverture à tous les publics au cœur de ses préoccupations, en particulier pour ceux que les problématiques de vie éloignent ou privent de toute pratique culturelle. Dans ce cadre, le service des publics du musée Fabre a développé des dispositifs de médiation spécifiques, dont certains s'appuient sur le rapport entre un lieu extérieur spécialisé dit « fermé » et un lieu « ouvert » comme le musée Fabre.

Si l'expérience prouve qu'une médiation *in-situ*, au musée, est fructueuse, les possibilités qu'offrent les actions hors-les-murs doivent aussi être explorées pour les publics dits « empêchés ».

Deux services du Centre Hospitalier Régional Universitaire (C.H.R.U.) de Montpellier seront ainsi partenaires de cette nouvelle action en 2012, qui s'intègre dans le programme « Culture à l'Hôpital » lancé par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Direction Régionale des Affaires Culturelles en 2011 : le Service de Gériatrie, et le Département d'Urgence et de Post-Urgence Psychiatrique.

Afin de définir les modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de ce partenariat, il est nécessaire de conclure une convention qui précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le service des publics du musée Fabre s'engage ainsi à mettre à disposition ses collections et le savoir faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée en milieu hospitalier par des patients et leur personnel soignant. Le musée Fabre prendra en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans ses murs.

Le C.H.R.U. de Montpellier mettra à disposition des locaux affectés à l'animation culturelle du service de Gériatrie et du Département d'Urgence et de Post Urgence Psychiatrique sous la responsabilité de l'encadrement des sites. Ponctuellement, les moyens de l'Espace Culturel du C.H.R.U. pourront être sollicités et utilisés pour la réalisation du projet. Les services concernés s'engagent à mobiliser une équipe de thérapeutes référents, participant aux actions. La présente convention prend effet à la date de signature jusqu'au 31 décembre 2012. Une réunion annuelle proposée par le musée Fabre permettra de dresser un bilan des actions, d'effectuer une évaluation partagée, de définir les perspectives et objectifs à venir et arbitrer ainsi le renouvellement de la convention.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention pour la mise en œuvre des activités culturelles au C.H.R.U. de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 15 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - COPRODUCTION DU FILM « LA PETITE PLANÈTE » - AVENANTS N°1 AUX CONTRATS DU SCÉNARISTE ET DE L'ILLUSTRATEUR- AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Communauté Urbaine de Dunkerque se sont associées pour produire le spectacle de planétarium « La petite planète » qui est exploité dans les deux planétariums de ces collectivités depuis décembre 2008 ainsi que dans plusieurs autres planétariums qui se sont portés acquéreurs des droits d'exploitation.

Pour répondre à des demandes de diffusion de ce spectacle dans des formats non prévus dans la convention de coproduction, comme les formats 4/3 et 16/9°, et sous forme de supports comme de dvd (digital vidéo disc) ou cd (compact disc), pour une diffusion en boutique ou sous forme d'objet promotionnel, les collectivités ont modifié par avenant la convention initiale qui ne portait que sur le seul le seul format hémisphérique en usage dans les planétariums.

Il convient désormais de modifier aussi par avenants les contrats de cession des différents auteurs que sont le scénariste et l'illustrateur de ce film pour étendre leur application à ces formats ou supports, non prévus aux contrats initiaux. Ces avenants prennent en outre en compte une modification des modalités de versement de la rémunération proportionnelle des auteurs par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui ne sera plus perçue par la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques (S.A.C.D.) pour le compte des auteurs, mais directement par les auteurs sur présentation d'une note d'auteurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'assurant du versement des charges sociales auprès de l'AGESSA.

L'ensemble des modifications ci-dessus exposées font donc l'objet de projets d'avenants aux contrats de cessions de droits d'auteur passés d'une part le 27 décembre 2007 avec Monsieur Jean-Marc Bouzigues, scénariste, et, d'autre part le 30 juillet 2008 avec Monsieur Fabrice Tarrin, illustrateur.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n° 1 au contrat de cession de droits d'auteur de Monsieur Jean-Marc Bouzigues, scénariste.
- approuver l'avenant n° 1 au contrat de cession de droits d'auteur de Monsieur Fabrice Tarrin, illustrateur,
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 16 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTARIUM GALILÉE - PASSE CAMPAGNE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES GÎTES DE FRANCE HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le planétarium Galilée s'est inscrit depuis 2005 dans une opération de partenariat avec les Gîtes de France Hérault dénommée « Passe Campagne », opération qui consiste en la diffusion d'un carnet regroupant les offres touristiques de différents partenaires sous forme de coupons détachables à présenter aux caisses et donnant droit à un avantage tarifaire.

Ces carnets contiennent les offres regroupées de diverses catégories que sont les grottes, les sites et curiosités, les abbayes et châteaux, l'artisanat d'art, les produits du terroir et les musées. Étant diffusée auprès des personnes qui louent des gîtes ruraux, cette opération permet de toucher une clientèle touristique sur tout le territoire de l'Hérault.

La convention en cours arrivant à échéance le 1^{er} septembre 2012 et s'avérant positive pour les deux partenaires, il est proposé de reconduire ce partenariat pour la période d'un an qui va du 1^{er} septembre 2012 au 1^{er} septembre 2013, période qui serait renouvelable par tacite reconduction dans la limite de trois années au total, et de conclure pour ce faire une convention de partenariat.

Cette convention prévoit, en particulier, que les Gîtes de France réalisent à leurs frais 20 000 exemplaires du carnet qui sera diffusé dans tous les gîtes ruraux du Département ainsi que tout document de communication, en échange d'une contribution annuelle versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 115,00 € H.T. Une réduction de 1 € serait pratiquée à la caisse du planétarium Galilée sur les tarifs plein adulte dans la limite de deux adultes sur présentation d'un coupon.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention avec les Gîtes de France Hérault ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 17 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTARIUM GALILÉE - DROITS D'EXPLOITATION DU FILM « VACANCES SUR ALTAÏR » CONTRAT-TYPE DE CESSION - TARIFS - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°6465 du 14 juin 2005 le Conseil de Communauté a fixé les droits d'exploitation du spectacle « Vacances sur Altaïr » produit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et exploité dans la salle du planétarium Galilée.

Par suite, un marché de distribution a été passé avec la société américaine Spitz. Inc. à qui a été confiée la distribution exclusive de ce spectacle pour une durée de cinq ans, marché qui imposait au titulaire de rétribuer la collectivité des montants fixés par la délibération susvisée, ces montants étant majorés d'une commission forfaitaire partagée à raison de 40 % pour le producteur, moins les frais d'adaptation en langues étrangères et de fabrication d'outils de promotion, et 60% pour le distributeur. La mise en œuvre de ce dispositif s'est soldée par une recette brute de 79 503 € dont 54 016 € sont revenus à notre collectivité.

Ce marché est arrivé à terme le 7 août 2011. La charge de diffuser ce spectacle revient donc à la Communauté d'Agglomération. Considérant le contexte économique, et notamment la hausse du cours de l'euro d'une part, et la baisse sensible des prix du marché du spectacle de planétarium d'autre part, il paraît opportun de baisser les tarifs qui ont été fixés en 2005 pour les adapter aux prix du marché et retrouver ainsi un caractère concurrentiel.

Il est proposé de fixer ainsi les tarifs de cession des droits d'exploitation du spectacle « Vacances sur Altaïr » :

	Planétariums de capacité inférieure à 150 sièges, par siège :	Planétariums d'une capacité égale ou supérieure à 150 sièges:
1 an	10 €	1 500 €
2 ans	15 €	2 250 €
5 ans	30 €	4 500 €
20 ans	40 €	6 000 €

Cette modification doit en outre être prise en compte dans la convention-type de cession, fixant les modalités techniques et administratives de cession du spectacle entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Producteur, et l'Utilisateur.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs de cession des droit d'exploitation du film "vacances sur Altaïr";
- approuver les termes du contrat-type de cession des droits d'exploitation de ce film;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les contrat de cession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 18 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - « L'AGGLO DANS LES ÉTOILES » - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA COMMUNE DE SAINT GENIÈS DES MOURGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

En délocalisant en 2010 la partie observation du ciel nocturne des « Nuits des étoiles » dans la Commune de Courdonsec, le planétarium Galilée a inauguré une expérience de déconcentration de l'action culturelle scientifique dans l'Agglomération de Montpellier.

Cette expérience s'est poursuivie en 2011 par la mise en place d'une manifestation d'astronomie populaire « L'Agglo dans les étoiles » avec des observations du ciel nocturne associées ou non à des animations, dans trois Communes de la Communauté d'Agglomération : Clapiers, Murviel les Montpellier et Saint-Brès. Près de 1 000 personnes avaient ainsi participé à cette manifestation.

En 2012, trois soirées de « L'Agglo dans les étoiles » devraient être organisées dans trois Communes. La première soirée se tiendra dans la Commune de Saint Geniès des Mourgues le 27 avril 2012. Elle sera reportée au 28 avril si les conditions météorologiques ne sont pas favorables.

Afin de définir les modalités de déroulement de la soirée et les prestations à la charge de chacun des partenaires, il est nécessaire d'établir une convention de partenariat avec la Commune de Saint Geniès des Mourgues. Cette convention précise en particulier que la Commune met à disposition les installations permettant l'accueil du public dans de bonnes conditions, et que la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend à sa charge l'animation scientifique de la manifestation avec les animateurs du planétarium et les associations d'astronomie locales.

Enfin, pour conserver le caractère familial et populaire des éditions antérieures, il est proposé de maintenir le principe de gratuité d'accès à cette manifestation.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat susmentionnée ;
- décider de la poursuite de la gratuité de la manifestation "L'Agglo dans les étoiles";
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 19 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTIONS DE MÉCÉNAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. CLAVERIE, Conseillère disposant d'un mandat spécial, déléguée à l'Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

La Communauté d'Agglomération organise une exposition intitulée : « Montpellier, terre de faïence », qui sera présentée au musée Fabre et sur le site archéologique Lattara, musée Henri Prades du 28 avril au 23 septembre 2012. Cette exposition est le fruit des découvertes archéologiques faites ces dix dernières années par l'I.N.R.A.P. préalablement à la construction des lignes 1, 2 et 3 du tramway. Ces fouilles, réalisées sous le contrôle scientifique du Service Régional de l'Archéologie, ont mis au jour de nombreux fours et ateliers de potiers – faïenciers allant du Moyen Âge au XVIII^e siècle.

Les entreprises ayant participé aux travaux des lignes du tramway (BEC, EIFFAGE, EUROVIA et GUINTOLI) ont fait part de leur plus vif intérêt concernant cette exposition et ont souhaité participer financièrement à son organisation.

Cette action de mécénat se concrétise par la signature de 4 conventions avec chacun des partenaires. Celles-ci fixent les droits et obligations des parties aux plans administratifs et financiers. Ainsi, en contrepartie du soutien financier consenti : 5 000 € pour BEC, 5 000 € pour EIFFAGE, 8 000 € pour EUROVIA et 5 000 € pour GUINTOLI, ces entreprises pourront bénéficier d'entrées et de mises à disposition d'espaces du musée Henri Prades de Lattes. Elles bénéficieront en outre toutes de l'affichage de leurs logos sur les documents de communication relatifs à l'exposition ainsi soutenue.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de mécénat à intervenir avec les sociétés Eurovia, Bec, Eiffage et Guintoli ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer lesdites conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 20 : EAU ET ASSAINISSEMENT – DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 - TRAVAUX DE DÉVOIEMENT DE RÉSEAU D'EAUX USÉES - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE SYNDICAT DU BAS-LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire de l'État, réalise actuellement les études de déplacement de l'Autoroute A9 au droit de Montpellier, en vue d'une mise en service au deuxième semestre 2017.

Des travaux sont à prévoir notamment sur le territoire de la Commune de Saint-Jean-de-Védas sur une canalisation d'eaux usées située sous la future emprise de l'autoroute, à proximité immédiate d'un réseau d'eau potable. Cette conduite, propriété du Syndicat du Bas-Languedoc, doit également être déplacée. Compte tenu des caractéristiques géométriques des projets et de leur imbrication, les travaux de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour en optimiser la réalisation et les coûts associés.

Dans cette perspective, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, le Syndicat du Bas-Languedoc et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes publique. Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. Le Syndicat du Bas-Languedoc sera désigné coordonnateur du groupement. Il sera chargé à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandaté pour signer et exécuter chaque marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres du Syndicat sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

Pour la part relative à l'assainissement, l'estimation des travaux s'élève à 100 000 € H.T., soit 119 600 € T.T.C.

Pour la part relative à l'eau potable, elle s'élève également à 100 000 € HT, soit 119 600 € TTC.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. Le Syndicat du Bas-Languedoc assurera la maîtrise d'œuvre, dite générale de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention. La direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, assurera toutefois une maîtrise d'œuvre dite particulière, portant sur la direction de travaux de fourniture et pose des ouvrages d'eau potable et d'assainissement.

Le montant total de l'opération de dévoiement de réseaux d'eaux usées financée par le budget annexe de l'assainissement, incluant les frais de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique et d'essais préalables à la réception des travaux pris en charge directement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est évalué à 110 000 € H.T., soit 131 560 € T.T.C.

Le dévoiement du réseau d'assainissement étant initié par le projet de déplacement de l'autoroute A9, le financement est assuré par ASF ; la dépense correspondante, telle qu'elle résultera des décomptes généraux et définitifs des différents marchés, sera remboursée au titre de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage établie entre ASF et la Communauté d'Agglomération approuvée par la délibération n°10762 lors du Conseil Communautaire du 29 mars 2012.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec le Syndicat du Bas Languedoc pour le dévoiement des réseaux d'assainissement, dans le cadre du déplacement de l'autoroute A9 , ainsi que l'enveloppe financière correspondante,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, compte 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention constitutive de groupement de commandes.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 21 EAU ET ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST - DEMANDE DE PROROGATION DES EFFETS DE LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le projet de réalisation de l'Intercepteur Est a été déclaré d'utilité publique par l'arrêté préfectoral n° 2007-I-2132 du 9 octobre 2007.

Ce projet consiste à assurer le transfert des effluents collectés dans les parties nord de l'agglomération, soit les Communes de Prades le Lez, Montferrier-sur-Lez, Clapiers jusqu'à la station MAERA en vue de leur traitement par un collecteur dédié à cette fonction et suivant la vallée du Lez afin de délester le réseau unitaire de la Ville de Montpellier.

La deuxième fonction de ce collecteur est de permettre le raccordement à MAERA des Communes de l'Est de l'Agglomération, soit les Communes de Jacou, Le Crès, Vendargues, Assas, Teyran, Saint-Aunès et Pérols conformément au Schéma Directeur d'Assainissement. Elle a induit les travaux dits « Tranche 1 de l'Intercepteur Est » qui ont été menés entre 2007 et 2010, la partie d'ouvrage correspondante entre la place C. Colomb à Montpellier et MAERA est aujourd'hui en service.

Parallèlement, des tronçons de l'Intercepteur Est ont été réalisés en partie nord, en concomitance avec les travaux du Département de l'Hérault d'aménagement de la RD65. Ces tronçons ne pourront être mis en service qu'une fois l'ensemble du linéaire de l'intercepteur posé, essentiellement en traversée du secteur de Navitau à Castelnau le Lez, puis en rive droite du Lez à Montpellier chemin de Ferran et rue de la Draye, et enfin en rive gauche avenue de la Pompignane.

La prise en compte de nouvelles contraintes techniques, économiques et organisationnelles impose de compléter les études avant finalisation de l'ensemble de cette opération. Le planning recalé des études et travaux encore à mener pour concrétiser ce projet prévoit une mise en service en 2015. Les travaux restant à réaliser impactent le domaine privé et nécessitent de poursuivre les démarches en vue d'établir des servitudes et des acquisitions de terrains à l'amiable ou par voie d'expropriation, comme prévu dans l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique susvisé. Or, suivant les dispositions du code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, la validité de la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération d'Intercepteur Est expirera le 8 octobre 2012.

Aussi et ce afin de pouvoir procéder à des enquêtes parcellaires complémentaires, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, la prorogation de la validité de la Déclaration d'utilité Publique pour une nouvelle durée de 5 ans conformément à l'article L.11.5 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter de Monsieur le Préfet de Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, la prorogation des effets de la Déclaration d'Utilité Publique en vue de la réalisation de l'Intercepteur Est pour une nouvelle durée de 5 ans,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 22 : EAU ET ASSAINISSEMENT – REQUALIFICATION DE LA RUE BARNOYER À PÉROLS - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE PÉROLS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Ville de Pérols prévoit de requalifier la rue Barnoyer, sur le secteur compris entre la station de tramway et la place Carnot.

Pour permettre la réalisation de ces travaux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit déplacer et réhabiliter les réseaux d'eau potable et d'assainissement. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques du site et de l'interconnexion des deux projets, les travaux routiers et de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces deux projets, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Commune de Pérols et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commande publique en raison du caractère connexe des ouvrages et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Commune de Pérols sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

Les travaux engagés par la Commune sont estimés à 550 000 € H.T., soit 657 800 € T.T.C.

Pour la part relative à l'eau potable, l'estimation de la dépense, incluant les frais de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique et d'essais préalables à la réception des travaux, s'élève à 58 528,43 € HT, soit 70 000 € T.T.C.

Pour la part relative à l'assainissement, l'estimation de cette même dépense s'élève à 87 792,64 € H.T., soit 105 000 € T.T.C.

Les marchés de travaux seront conclus à prix unitaires. Les contributions de chaque membre du groupement seront réévaluées en application de ces prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Commune de Pérols assurera la maîtrise d'œuvre dite générale de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention. La direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera toutefois une maîtrise d'œuvre dite particulière, portant sur la direction de travaux de fourniture et pose des ouvrages d'eau potable et d'assainissement.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec la Commune de Pérols pour le déplacement et la rénovation des réseaux d'eau potable et d'assainissement, dans le cadre de la requalification de la rue Barnoyer à Pérols, ainsi que l'enveloppe financière correspondante,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable, compte 23, pour un montant de 70 000 € T.T.C.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement, compte 23, pour un montant de 105 000 € T.T.C.,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention constitutive de groupement de commandes.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 23 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE BAILLARGUES - SECTEUR STRATÉGIQUE PLAINE DE COLOMBIER - CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIÈRE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le SCOT a identifié la « Plaine de Colombier », sur la Commune de Baillargues, comme un site de développement stratégique justifiant la programmation d'équipements d'enjeu communautaire.

Le SCOT et le Plan de Déplacements Urbains en cours d'élaboration, projettent dans ce secteur la création d'un pôle d'échange multimodal. L'excellente desserte que ce pôle constituera justifie le développement d'un projet urbain ambitieux, à vocation mixte d'activité et d'habitat.

Une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon et Montpellier Agglomération a été approuvée par le conseil de communauté du 27 octobre 2011. Cette convention signée le 5 janvier 2012 a pour finalité d'associer Montpellier Agglomération et l'EPF LR, dans le respect de leurs compétences respectives, afin de définir les grands principes de l'action foncière à conduire sur le territoire communautaire facilitant à la fois la production du foncier dédié au logement sur le court, moyen et long terme et la réalisation des logements locatifs sociaux tel qu'attendu dans le Programme Local de l'Habitat.

Dans le site stratégique « Plaine de Colombier », le secteur de « la Mourade », d'une superficie de 70 ha environ est l'un des espaces d'extension urbaine potentielle situé au sud de la Commune de Baillargues.

Ce secteur est principalement couvert par une Zone d'Aménagement Différé de compétence communautaire, créée par arrêté préfectoral en date du 13 février 2009.

Sa situation dans un des sites stratégiques communautaires du SCOT et la vocation de son aménagement futur sous forme de ZAC dédiée à l'habitat, l'habitat social ou au développement économique, lui donnent les caractéristiques requises en matière d'intérêt communautaire tel que défini par la délibération n°10109 du Conseil d'Agglomération du 21 avril 2011.

Pour mener à bien la maîtrise foncière publique du secteur de « la Mourade », l'EPF LR propose dans un premier temps la mise en place d'une convention d'anticipation foncière sur une durée de 5 ans. Cette convention permet de réserver une somme à cet effet de 6 000 000 €.

Un avenant précisera en fonction des acquisitions restant à réaliser, le niveau d'engagement financier final de l'EPF LR.

A l'issue de cette convention la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend l'engagement de procéder au rachat des biens acquis par l'EPF LR, sur la base du prix de revient actualisé au taux annuel moyen d'inflation.

Dans un second temps cette convention d'anticipation foncière sera complétée par une ou plusieurs conventions opérationnelles.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'anticipation foncière entre l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire et à effectuer les formalités de publicité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 24 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE MONTPELLIER - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par courrier en date du 8 mars 2012, la Ville de Montpellier a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le projet de modification de son Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour formuler son avis au titre de ses compétences.

L'ensemble des modifications proposées, de fond et de forme, permet la mise en œuvre actualisée du projet urbain communal qui, de manière générale, répond aux objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), du Programme Local de l'Habitat (PLH) et du Plan de Déplacements Urbains (PDU).

Dans cette perspective, le projet de PLU prévoit, notamment, des adaptations réglementaires visant une densification raisonnée de certains secteurs centraux ou situés à proximité immédiate du tramway (centre de quartier de la Pompignane, Aiguerelles-Nord, avenue de la Justice de Castelnaud, etc.) et institue plusieurs emplacements réservés dans une perspective de renforcement du maillage viaire au bénéfice des modes de déplacements doux.

Par ailleurs et conformément à l'article L.123-15 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler son avis sur les modifications concernant les Zones d'Aménagement Concerté Garosud et Parc 2000 2^{ème} extension, créées à son initiative.

S'agissant de la ZAC Garosud, les modifications projetées, d'ordre réglementaire, visent à optimiser l'utilisation des seuls bassins de rétention publics existants, considérant que les conditions d'aménagement de la zone ont permis de réaliser sur les parcelles privées une capacité de rétention supérieure à celle exigée par les autorisations préfectorales obtenues au titre de la Loi sur l'Eau.

S'agissant de la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension, le projet de modification du PLU met en cohérence le périmètre de l'orientation d'aménagement avec le périmètre de la ZAC. Il permet ainsi la mise en œuvre du projet d'aménagement qui intégrera des emprises non-aedificandi ; lesquelles seront formellement reportées dans le dossier de réalisation de la ZAC.

En cela, ces modifications répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier conformément aux dispositions des articles L.123-13 et L.123-15 du Code de l'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 25 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – GESTION DE L'AGRIPARC COMMUNAUTAIRE DU DOMAINE DE VIVIERS - COMMUNES DE CLAPIERS ET TEYRAN - BAUX RURAUX À LONG TERME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Suite à l'acquisition du Domaine de Viviers à la famille Pagézy en 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est propriétaire d'une réserve foncière de 189 ha, dont 88 ha environ de terres agricoles, sur les Communes de Clapiers, Jacou, Teyran et Assas pour en faire un Agriparc communautaire en continuité des objectifs du SCOT. L'exploitation agricole a été majoritairement abandonnée en 2008 et reprise en 2011 dans le cadre d'une convention d'occupation précaire.

Les parcelles sont toutes situées en zone agricole ou naturelle des PLU des communes concernées, conforme à la constitution d'un Agriparc communautaire.

Des études ont été menées par le cabinet Traverses et par la Safer Languedoc-Roussillon. Elles ont conduit à définir trois typologies de reconquête agricole, pour la gestion de ce qui deviendra l'Agriparc du Domaine de Viviers. Premièrement des céréales ou des cultures légumières bio sur le secteur Plan Guiraud, deuxièmement de la vigne et le maintien des oliviers sur le secteur Plan des masques et une grande partie de la Plaine de Grattes, et troisièmement sur les terres les plus riches au Nord-Est du domaine, sur la Commune de Teyran, des cultures légumières en circuits courts.

Un appel à candidature a été lancé par la SAFER et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 71 ha 49 a 11 ca. Le solde 10 ha environ sera attribué ultérieurement.

23 candidatures ont été réceptionnées et 16 retenues dont principalement des agriculteurs voisins qui renforcent leur outil de production. A noter que l'installation d'une couveuse d'entreprise agricole est envisagée au nord du secteur viticole. Cette couveuse sera gérée par la coopérative Terracoopa créée par l'Adear LR.

Aujourd'hui il est proposé de confier sur la partie Nord du Domaine, aux lieux- dits « Plan des Masques » et « Plaine de Grattes » sur la Commune de Clapiers, par bail rural à long terme d'une durée de 18 ans à compter du 1^{er} novembre 2011 et jusqu'au 30 octobre 2029, 7 lots à des exploitants qui s'engagent à y planter de la vigne dans un délai de deux ans et toujours par bail rural à long terme sur la même durée et la même période, un lot, sur la partie Nord du Domaine, lieu dit Plan des Masques sur la Commune de Clapiers, à l'exploitant qui reprend la plantation d'oliviers et s'engage à la remettre en état de produire. Tous s'engagent à pratiquer une agriculture respectueuse de l'environnement.

Il est ainsi proposé d'attribuer :

1- au GAEC du Domaine Desvabre, ayant son siège 107 chemin de la Jasse à Montferrier-sur-Lez (34980), représentée par Monsieur Alain Breton, la parcelle sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit « le Plan des Masques », cadastrée section BB n°32 pour une contenance de 4 ha 03 a 08 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 605 € par an ;

2- à M. Grousset Dominique, domicilié au Mas de Péret à Assas (34820), les parcelles sises sur la Commune de Clapiers, lieu dit « la Plaine de Grattes », cadastrées section BB n° 39 pour 1 ha 62 a 24 ca, BB n°40 pour 94 a 29 ca et BB n°49 en partie pour 1 ha 63 a 84 ca, soit une contenance totale de 4 ha 20 a 37 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 630 € par an ;

3- à M. Rougée Lionel, domicilié 64 rue de la Calade à Assas (34820), la parcelle sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit «la Plaine de Grattes », cadastrée section BB n°51 pour une contenance de 1 ha 95 a 42 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 295 € par an ;

4 – à M. Razier Christophe, domicilié 4 rue du Mas d'Aussel, appartement n°3, à Prades-le-Lez (34730), les parcelles sises sur la Commune de Clapiers, lieu dit « la Plaine de Grattes », cadastrées section BB n° 36 pour 1 ha 2 ha 84 a 85 ca, BB n°37 pour 1 ha 41 a 85 ca, soit une contenance totale de 4 ha 26 a 70 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 640 € par an ;

5 – à M Parent Hugues, domicilié 2 rue des Combes à Teyran (34820), la parcelle sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit «la Plaine de Grattes », cadastrée section BB n°56 en partie pour une contenance de 4 ha 41 a 41 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 665 € par an ;

6 – à M. Moynier Bertrand, domicilié 48 rue de la Dougue à Assas (34820), la parcelle sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit «la Plaine de Grattes » cadastrée section BB n°35 A pour une contenance de 3 ha 85 a 26 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 580 € par an ;

7 – à M. Euzet Yves, domicilié 263 avenue de Castries à Assas (34820), la parcelle sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit «la Plaine de Grattes », cadastrée section BB n°56 en partie pour une contenance de 2 ha 08 a 59 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit autotal 315 € par an ;

8 – à M Sabatier Christophe, domicilié Domaine de Cassagnole chemin de Bellevue à Assas (34820), la parcelle en nature d'oliviers à remettre en état de produire, sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit «le Plan des Masques» cadastrée section BB n°3 B pour une contenance de 2 ha 43 a 55 ca et un montant annuel de 500 €.

Le prix de ces locations est établi suivant le barème départemental de locations des terres agricoles et tenant compte de la nature actuelle des cultures.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les baux à ferme à long terme consenti auprès du GAEC du Domaine Desvabre pour 4 ha 03 a 08 ca et un montant annuel de 605 €, à M. Grousset Dominique pour 4 ha 20 a 37 ca et un montant annuel de 630 €, à M. Rougée Lionel pour 1 ha 95 a 42 ca et un montant annuel de 295 €, à M. Razier Christophe pour 4 ha 26 a 70 ca et un montant annuel de 640 €, à M. Parent Hugues pour 4 ha 41 a 41 ca et un montant annuel de 665 €, à M Moynier Bertrand pour 3 ha 85 a 26 ca et un montant annuel de 580 €, à M Euzet Yves pour 2 ha 08 a 59 ca et un montant annuel de 315 €, et à M. Sabatier Christophe pour 2 ha 43 a 55 ca et un montant annuel de 500 €,

- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 928,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les baux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 26 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉS N°2963MG12 DE FOURNITURE DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Pour assurer la fourniture de services de télécommunications dans les divers bâtiments communautaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite mettre en concurrence auprès des opérateurs habilités à les mettre en œuvre, l'ensemble des services de télécommunications qu'elle utilise. L'opération envisagée porte sur l'ensemble des services de Télécommunications souscrits par l'agglo (téléphonie fixe, téléphonie mobile et numéro gratuit).

Il est donc indispensable de lancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics, en vue de passer des marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2013, renouvelables par reconduction expresse de la personne publique pour une durée maximale totale des marchés de 4 ans.

Chacun des marchés correspondant aux lots comme suit comportera un bordereau de prix unitaires et sera établi sur la base du Détail Quantitatif Estimatif :

- lot n°1 : téléphonie fixe pour un montant estimatif de 150 000 € H.T. /an .
- lot n°2 : téléphonie mobile pour un montant estimatif de 40 000 € H.T. /an.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la consultation sous forme d'un appel d'offres ouvert,
- dire que les crédits sont inscrits au budget communautaire, aux chapitres concernés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 27 : SERVICE FUNÉRAIRE – CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - ELECTION DES MEMBRES

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°10695 du 29 février 2012, le conseil communautaire a adopté le principe de l'exploitation des services funéraires dans le cadre d'une délégation de service public et décidé le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités. Lors de sa séance du 29 mars 2012, le conseil communautaire a arrêté conformément aux dispositions des articles L.1411-5 et D 1411-3 à D. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les modalités de dépôt des listes pour l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public pour l'exploitation des Services Funéraires de Montpellier Agglomération.

Conformément à l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette commission est composée :

- du président ou de son représentant nommé par arrêté du Président,
- de 5 conseillers communautaires membres titulaires et de 5 conseillers communautaires membres suppléants.

Le comptable de la collectivité et un représentant du ministère chargé de la concurrence siègent également à la Commission avec voix consultative. Peuvent également être appelés à siéger, par le Président de la Commission, avec voix consultative des agents de la collectivité en raison de leurs compétences dans la matière faisant l'objet de la Délégation de Service Public.

Conformément à la réglementation en vigueur les membres titulaires et suppléants de la Commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être élu.

Lors de la séance en date du 29 mars 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération a fixé la date limite de dépôt de listes constituées, dans les conditions mentionnées ci dessus au 17 avril 2012 à 12 heures. Il a précisé que ces listes devaient être déposées avant la date et l'heure susvisées, contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics.

Sur la base de ces informations, il est proposé au Conseil de bien vouloir

- procéder à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

.La liste suivante a été déposée par M. le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Liste 1 composée de

Membres titulaires :

P. BONNAL

P. MAUREL

H. ALLOUCHE

A. BENOUEARGHA JAFFIOL

J.-P. COULET

Membres suppléants :

B. ABBOU

R. CAIZERGUES

J. CLAVERIE

M. FRAYSSE

P. COMBETTES

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Election de la Commission de Délégation de Service Publique :

Membres titulaires :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 88

Votants : 87

Bulletins blancs : 1

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 86

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	86	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres titulaires :

P. BONNAL

P. MAUREL

H. ALLOUCHE

A. BENOUEARGHA JAFFIOL

J.-P. COULET

Membres suppléants :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents :	88
Votants :	87
Bulletins blancs :	1
Bulletins nuls :	0
Nombre de suffrages exprimés :	86

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	86	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres suppléants suivants :

Membres suppléants :

B. ABBOU

R. CAIZERGUES

J. CLAVERIE

M. FRAYSSE

P. COMBETTES

La commission de Délégation de Service public des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est donc composée comme suit :

Membres titulaires :

P. BONNAL

P. MAUREL

H. ALLOUCHE

A. BENOUARGHA JAFFIOL

J.-P. COULET

Membres suppléants :

B. ABBOU

R. CAIZERGUES

J. CLAVERIE

M. FRAYSSE

P. COMBETTES

Monsieur le Président désignera par arrêté un membre du Conseil pour le représenter à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 28 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION MAISON DE MONTPELLIER À CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - DÉSIGNATION DE DEUX REPRÉSENTANTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Dans ce cadre, la stratégie de collaborations économiques conduite depuis 2004 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a permis le développement de nos entreprises vers les pays cibles que sont : la Russie, le Canada, les USA mais aussi la Chine.

La stratégie de collaborations économiques conduite avec Shanghai depuis 2004 a permis à 60 entreprises de Montpellier Agglomération et à 20 entreprises shanghaiennes d'accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés. Dix d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique dans le pays partenaire. Il convient, aujourd'hui, de considérer une nouvelle phase de développement.

Les 5 derniers plans quinquennaux chinois (1985) ont axé le développement économique au travers de la bande côtière et les grands axes fluviaux, régions historiques du développement économique et des relations avec l'extérieur, en s'appuyant sur les anciens comptoirs (Tianjin, Shanghai, Hangzhou, Zhenzen, Guangzhou, Wuhan). Cette politique a été axée sur un axe de croissance externe.

Le 12^{ème} plan quinquennal (2011-2016) a pour objectif le développement des territoires intérieurs notamment les 12 provinces du Xinjiang au Yunnan et du Tibet à la Mongolie Intérieure soit 800 millions de consommateurs potentiels. Le plan prévoit un investissement de huit cent cinquante milliards de dollars afin de développer les infrastructures de communication, la formation et la santé. Cette nouvelle politique représente un réel axe stratégique de croissance interne. L'Union Européenne depuis 2006 est aussi un partenaire de cette croissance au travers d'actions bilatérales (UE-Chine).

En novembre 2010 la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé un accord de collaboration économique avec la ville de Chengdu, ainsi qu'avec l'organisme EUPIC basé à Chengdu qui est le vecteur de déploiement de cette nouvelle stratégie d'Etat vis-à-vis des Provinces centrales chinoises. En septembre 2011 dans la continuité de cette action, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accueilli, pour la première fois hors de Chine la huitième édition du congrès international EUPIC.

Chengdu qui est la capitale de la Province du Sichuan, est le point d'entrée obligé pour ce deuxième marché chinois qui est plus porteur que celui de Shanghai et des grandes métropoles chinoises. Le jumelage Montpellier/Chengdu, premier jumelage entre une ville européenne et une ville chinoise, a fêté ses trente ans d'existence en juin 2011. Dans le cadre de ce jumelage la Ville de Montpellier a décidé en 2005 l'ouverture d'une Maison de Montpellier à Chengdu. Cette structure, tout à fait originale (antenne d'une ville dans sa ville jumelle), est unique dans l'histoire des jumelages franco-chinois et est portée par l'Association Maison Montpellier Chengdu.

Les premières années d'existence de la Maison ont permis de développer des coopérations indispensables à tout jumelage dans les domaines suivants : culture, arts, université, institutions. L'Association Maison Montpellier Chengdu, en accord et à la demande des autorités chinoises locales, souhaite maintenant élargir les domaines de coopération à l'économie et l'innovation.

Ces nouveaux axes de développement s'imbriquent totalement dans la stratégie que la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène vis-à-vis de la Chine et tout particulièrement avec la Ville de Chengdu. L'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la Maison de Montpellier à Chengdu permettra d'assurer la promotion du territoire et des entreprises de l'agglomération en développant des relations étroites auprès des acteurs du développement économique de la Ville de Chengdu. Ce partenariat complétera les actions que la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène à l'international en bénéficiant ainsi d'un lieu d'accueil et de mise en réseau.

Il convient également de désigner deux représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration de l'Association Maison Montpellier Chengdu.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose les candidatures de MM G. PASTOR et A. ZYLBERMAN.

Aucune autre proposition n'est proposée.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement à l'association Maison Montpellier Chengdu d'une subvention pour l'année 2012 de 20 000 euros,
- approuver les termes de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association Maison Montpellier Chengdu,
- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association Maison Montpellier Chengdu ainsi que les statuts,
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- approuver la désignation de MM G. PASTOR et A. ZYLBERMAN au conseil d'administration de l'association ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 29 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – MISSION D'AFFAIRES RUSSIE PROVINCE DE KALOUGA / OBNINSK - CONGRÈS INTERNATIONAL SUR L'INNOVATION À MOSCOU - AUTORISATION DE FINANCEMENT

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Dans ce cadre, la stratégie de collaborations économiques conduite depuis 2004 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a permis le développement de nos entreprises vers les pays cibles que sont : la Russie, le Canada, les USA mais aussi la Chine.

En juin 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé un accord de collaboration économique avec la ville d'Obninsk, ainsi que l'Agence Régionale de Développement Economique de la Province de Kalouga.

Se développer sur le marché russe nécessite un travail considérable de préparation, d'actions sur le terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite. L'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en partenariat avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par les entreprises du territoire souhaitant développer des activités économiques à l'international.

L'accord de coopération économique permet également aux entreprises russes d'être accueillies dans les meilleures conditions possibles sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'y développer des partenariats technologiques et d'aborder les marchés français, européens et euro-méditerranéens.

La ville d'Obninsk, fondée le 24 juillet 1956 par une Ordonnance du Présidium du Soviet Suprême de la République socialiste fédérale soviétique de Russie, se trouve dans la région de Kalouga. La population d'Obninsk est de 105 300 personnes.

La ville a un profil économique varié, combinant la recherche, l'industrie, l'éducation et la médecine avec 10 centres de recherche. Les réalisations obtenues par ses chercheurs dans les différents domaines font partie du patrimoine scientifique mondial. A Obninsk, les physiciens soviétiques ont mis en service la première centrale atomique au monde. Depuis 50 ans beaucoup d'autres innovations ont vu le jour : un réacteur à neutrons rapides, un laboratoire météorologique spatial, un centre de formation d'équipages de sous-marins atomiques... Le 6 mai 2000, une Ordonnance du Président de la Fédération de Russie a attribué à la ville le statut de Ville de Science.

La ville compte plus de 2 300 PME, le poids de la petite entreprise dans l'économie d'Obninsk atteint la moyenne européenne, étant plus importante qu'à Moscou ou Saint-Pétersbourg.

La région de Kalouga est actuellement une des régions les plus dynamiques dans la Fédération de Russie, elle est classée 6^{ème} parmi les 14 Régions Russes labellisées « Régions innovantes » et la première en terme d'investissements étrangers. En peu de temps, elle a réussi à attirer de nombreux investisseurs directs étrangers (Samsung, Nestlé, Volvo, Volkswagen, Mitsubishi...) y compris français (Peugeot-Citroën, Renault, Lafarge, L'Oréal ...).

Une délégation officielle, présidée par M. le Vice-président G. Pastor s'est rendue à Obninsk à l'occasion du congrès international sur l'innovation en mai 2011. Les rencontres effectuées au cours de cette mission ont permis de valider la pertinence d'un déploiement du réseau d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vis-à-vis de la Russie. Nos partenaires Russes sont quant à eux venus deux fois en 2010 et 2011 découvrir le potentiel de notre territoire.

Par conséquent, dans le cadre de nos accords bilatéraux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose d'effectuer une mission d'affaires en Russie du 15 au 21 avril 2012. Cette mission double doit permettre, d'une part, la croissance de nos entreprises à l'international, et d'autre part, se veut un excellent vecteur de promotion de l'attractivité de notre territoire en Russie. Elle se déroulera en deux temps :

- A Obninsk : l'objectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est d'assurer l'accompagnement logistique, technologique et commercial pointu aux entreprises et organismes sélectionnés avec entre autre une présentation du tissu industriel local, des visites d'entreprises ciblées et permettre le développement d'affaires en Russie.

- A Moscou : la Communauté d'Agglomération de Montpellier participera à la restitution de l'étude mondiale sur l'innovation et la place de la Russie dans ce contexte, étude demandée par la présidence russe il y a deux années. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a eu la possibilité d'être auditionnée dans ce cadre, ce qui lui a valu plusieurs articles dans la presse spécialisée russe. 200 participants de très haut niveau sont attendus à cette manifestation avec la présence d'une dizaine de Ministres russes, les plus grandes entreprises et investisseurs russes, l'inventeur de l'EPRM, les fondateurs et inventeurs de Nokia et du langage informatique Fortran... Cette restitution sera l'occasion en séance plénière de faire une présentation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de sa gestion du management de l'innovation.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, etc.) et l'organisation de la mission soient

pris en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La délégation sera présidée par M. le Vice-président G. Pastor qui sera accompagné par un fonctionnaire. Elle est composée de 3 grands groupes avec Sanofi, IBM, Véolia ; 2 pôles de compétitivité avec le pôle mondial de l'Eau et le pôle santé Eurobiomed et enfin de 3 PME en croissance avec Intrasense, Yooda et Radioshop. Le budget prévisionnel de la mission est estimé à 25 000 € T.T.C. Ce coût se répartit comme suit : environ 3 400 € T.T.C. par entreprise soit 20 400 € T.T.C. pour l'ensemble des 6 entreprises et Pôles de compétitivité pris en charge financièrement, auquel s'ajoutent les frais techniques d'organisation de la mission. Une participation financière forfaitaire sera demandée aux entreprises participantes, à hauteur de 500 € T.T.C. par entreprise

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires composée d'entreprises et de pôles de compétitivité de l'agglomération en Russie du 15 au 21 avril 2012,
- approuver le tarif applicable aux entreprises,
- approuver la participation d'élus et techniciens à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 30 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 270 € par jour (estimation de 2010).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2012, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

SOFOP 2012

La Société Française d'Orthopédie Pédiatrique (SOFOP), sous l'autorité de son Secrétaire Général, Monsieur Jean-Luc JOUVE, a organisé du 14 au 16 mars 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Les Journées de la SOFOP ».

Ce séminaire d'enseignement national, qui regroupe environ 300 participants, chirurgiens orthopédistes et paramédicaux, s'est consacré à l'Orthopédie infantile et à la rééducation en abordant des thèmes comme la traumatologie de l'enfant et la rééducation, la prise en charge multidisciplinaire du handicap moteur et diverses pathologies.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

5^{es} Assises Françaises de Sexologie et de Santé Sexuelle

L'Association Inter Hospitalo Universitaire de Sexologie (AIHUS), sous l'autorité son Secrétaire Général, Président du comité local d'organisation, Docteur Antoine FAIX, a organisé du 22 au 25 mars 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 5^{es} Assises Françaises de Sexologie et de Santé Sexuelle ».

Cet événement national, qui regroupe plus de 700 médecins et non médecins issus de toute la France et de la francophonie (Belgique, Maghreb, Suisse, Québec ...), a permis d'enseigner en assurant une formation médicale continue de qualité à une spécialité encore jeune, d'échanger et de progresser en abordant, en présence des plus grands sexologues, l'ensemble des champs de la sexualité humaine avec les dernières avancées scientifiques. De nombreux courants de la discipline ont été abordés par les meilleurs experts nationaux comme la psychologie, la relation de couple, la médecine et la santé sexuelle, la chirurgie et la recherche.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

13^{ème} Congrès de la Société Internationale d'Ethnobiologie

L'Institut de Recherche pour le Développement, sous l'autorité de son Président, Monsieur Michel LAURENT, organisera du 20 au 25 mai 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 13^{ème} Congrès de la Société Internationale d'Ethnobiologie ».

Événement hors norme qui bénéficie du haut patronage de l'Unesco, ce congrès scientifique international d'ethnobiologie a pour objectif de traiter des grands enjeux environnementaux actuels à travers ce qu'en disent les acteurs locaux. En complément des sessions scientifiques conventionnelles, une multitude de sessions interculturelles sont prévues, permettant à toutes catégories d'acteurs (représentants de peuples autochtones et de

communautés locales, chercheurs, représentants d'ONG,, décideurs, étudiants, représentants d'autorités locales, médias, grands public) de mutualiser leurs savoirs, idées et expériences. Plus de 600 congressistes sont attendus.

Une subvention de 8 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

4^{èmes} Rencontres EUROMED COBATY – « Patrimoine et Développement en Euro Méditerranée, pour un littoral durable »

L'Association COBATY Montpellier Méditerranée, sous l'autorité de son Trésorier, Monsieur Jean-Pierre PATOU, organisera du 25 au 27 mai 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 4^{èmes} Rencontres EUROMED COBATY– Patrimoine et Développement en Euro Méditerranée, pour un littoral durable ».

Ce congrès qui va regrouper environ 300 chefs d'entreprise et cadres du monde du bâtiment venant de France, d'Europe, mais aussi du Maghreb, a pour objectif l'élaboration de stratégies locales conciliant patrimoine, tourisme, environnement et développement durable tout en guidant les acteurs de la fabrication du territoire méditerranéen mondialement attractif.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès annuel de la Société Française et Francophone de Chirurgie de l'Obésité et des Maladies Métaboliques

L'Association ICYLS, sous l'autorité de son Président, Monsieur David NOCCA, organisera du 31 mai au 02 juin 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès annuel de la Société Française et Francophone de Chirurgie de l'Obésité et des Maladies Métaboliques ».

Ce congrès scientifique annuel de chirurgie bariatrique et métabolique rassemblera la majorité des experts français et internationaux (chirurgiens, endocrinologues, diabétologues, gastroentérologues, nutritionnistes, infirmières ...) qui pourront partager ensemble les dernières avancées médicales scientifiques et technologiques dans le domaine de la Chirurgie de l'Obésité et des maladies métaboliques. Ce congrès doit réunir 400 professionnels des secteurs de la santé.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

4^{ème} Congrès International de l'ILF – International Lymphoedema Framework

Le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier (CHU), sous l'autorité du Directeur de la recherche clinique et de l'innovation, Monsieur Gilles LAUNAY, organisera du 28 au 30 juin 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 4^{ème} Congrès International de l'ILF – International Lymphoedema Framework ».

Ce congrès d'envergure internationale a pour vocation la promotion et l'accès aux soins pour les patients porteurs de lymphoedème dans le monde et pour objectif de faciliter l'innovation thérapeutique pour une maladie qui reste orpheline à ce jour, avec la mise en place d'une collaboration universitaire et scientifique. Cette manifestation doit réunir 500 participants, professionnels de santé venus de 25 pays (médecins, médecins chercheurs, pharmaciens, kinésithérapeutes, infirmiers, orthopédistes), des délégués de Handicap International et des représentants de l'OMS.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

42^{èmes} Journées Nationales de la Société Française de Médecine Périnatale

La Société Française de Médecine Périnatale, sous l'autorité de son Trésorier, Monsieur Henri BRUEL, organisera du 17 au 19 octobre 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 42^{èmes} Journées Nationales de la Société Française de Médecine Périnatale ».

Ce congrès scientifique d'envergure nationale est le seul à réunir l'ensemble des professionnels de la périnatalité. Sont programmées des rencontres de haut niveau sur des sujets d'actualité ou de recherche médicale appliquée donnant lieu à des publications nationales. La Société Française de Médecine Périnatale a fait le choix en 2012 de tenir son congrès national à Montpellier en raison du dynamisme du CHU de Montpellier et de sa Faculté de Médecine. Plus de 800 participants (médecins gynécologues obstétriciens, pédiatres, sages-femmes, puéricultrices, médecins échographistes, psychologues, pédopsychiatres, anesthésistes réanimateurs ...) sont attendus.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Congrès des Entreprises Publiques Locales

La Fédération des Entreprises Publiques Locales, sous l'autorité de son Directeur Général, Monsieur Thierry DURNERIN, organisera du 7 au 8 novembre 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès des Entreprises Publiques Locales et Salon du Développement local ».

Cette manifestation nationale, organisée en concertation étroite avec les acteurs locaux, rassemblera environ 1 600 participants aux travaux du Congrès, élus, dirigeants, partenaires et interlocuteurs des entreprises publiques locales avec pour objectif la mise en valeur des réalisations des acteurs du développement urbain de Montpellier. En parallèle, le Salon du développement local mettra en contact 70 exposants, fournisseurs, partenaires et acteurs du développement local, et près de 1 000 visiteurs qualifiés.

Une subvention de 15 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Congrès FNSEA 2012

La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de l'Hérault, sous l'autorité de son Président, Monsieur Denis CARRETIER, a organisé du 27 au 29 mars 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès FNSEA 2012 ».

Cette manifestation a permis de promouvoir, en alternant différentes phases de débats et travaux, les spécificités agricoles de l'Hérault, qui possède une agriculture qui se place au cœur des enjeux régionaux. Ce grand rendez-vous du monde agricole a rassemblé plus de 1 000 personnes chaque jour, durant trois jours.

Une subvention de 35 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 31 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – AVENANT À LA CONVENTION D'AUTORISATION SIMPLE D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AÉROPORTUAIRE ENTRE LA SOCIÉTÉ ANONYME AÉROPORT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER CONCERNANT LES LOCAUX SITUÉS DANS L'ENCEINTE DE L'AÉROPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération soutient le développement de l'aéroport de Montpellier-Méditerranée dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique du territoire.

Depuis 2006, cet aéroport, géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, mettait gratuitement à la disposition de la Communauté d'Agglomération et de la Ville de Montpellier, un espace dans le hall d'arrivée pour mettre en œuvre toutes actions sous quelques formes que se soit de promotion, d'information, et d'animation du territoire communautaire. Cet espace a été aménagé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en y installant des bornes d'information interactives pour les usagers de l'aéroport.

A compter du 1^{er} juillet 2009, une Société Aéroportuaire (SA Aéroport Montpellier Méditerranée -SAMM) a été créée reprenant la concession de la plateforme. Un premier avenant a permis la continuité de cette mise à disposition à titre gratuit pour l'année 2010.

Dans la perspective de la fin de cette convention au 31 décembre 2010, la SAMM, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont échangé sur les termes d'une prolongation à titre onéreux pour une durée d'un an.

La Ville de Montpellier a fait connaître son intention de ne pas poursuivre cette action. Elle a donc cessé son occupation du domaine public aéroportuaire à compter du 1^{er} janvier 2011. La SAMM a proposé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de conclure un avenant au contrat d'occupation jusqu'au 31 décembre 2011 qui prévoyait un abattement de 50% des dépenses de la convention initiale pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier considérée dorénavant comme seul occupant.

Cette convention et ses avenants sont arrivés à échéance le 31 décembre 2011.

La SAMM propose à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de conclure un nouvel avenant au contrat d'occupation jusqu'au 31 décembre 2012 selon les mêmes conditions (abattement de 50% des dépenses) avec une actualisation des tarifs.

Cette occupation du domaine public aéroportuaire est consentie moyennant une redevance fixée pour 2012 avec l'abattement de 50% à 9 497,04 euros T.T.C.

M. G. Pastor ne prend pas part au vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention d'autorisation simple d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant à la convention simple d'occupation du domaine public aéroportuaire ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 32 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – OBSERVATOIRE DE L'IMMOBILIER ET DU FONCIER D'ENTREPRISE DE MONTPELLIER ET SON AGGLOMÉRATION - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

L'observatoire de l'immobilier et du foncier d'entreprise, entré en vigueur en 2006 par la signature d'une convention de partenariat, a pour objet de faciliter la connaissance du marché du foncier et de l'immobilier d'entreprise et d'être un outil d'aide à la décision en matière de programmation, de réalisation et de mise sur le marché de produits nouveaux (fonciers ou immobiliers) pour l'accueil d'activités tant pour les collectivités locales que pour les opérateurs privés.

Animé par la Cellule Economique Régionale BTP du Languedoc-Roussillon, il regroupe, au sein d'un Comité de suivi les opérateurs techniques signataires de la convention qui fixe les modalités de fonctionnement de l'observatoire, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine et les cabinets immobiliers : Arthur Loyd - SARL IE Sud Montpellier, BNP Paribas Real Estate Montpellier, Colliers Immobis Entreprises, SAS Investissements Conseils Immobilier - DTZ Jean Thouard, Tertia Conseils CBRE Richard Ellis.

L'objet de la présente convention concerne le renouvellement du partenariat jusqu'au 31 décembre 2012, renouvelable tacitement par périodes annuelles pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Le financement de l'observatoire se fera sur la base d'un budget prévisionnel maximum estimé à 16 000 € selon la répartition suivante :

- Communauté d'Agglomération de Montpellier	6 000 €T.T.C
- Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine SERM	5 000 € T.T.C
- Arthur Loyd – SARL IE Sud Montpellier	1 000 € T.T.C
- BNP Paribas Real Estate Montpellier	1 000 € T.T.C
- Colliers Immobis Entreprises	1 000 € T.T.C
- SAS Investissements Conseil Immobilier – DTZ Jean Thouard	1 000 € T.T.C
- Tertia Conseils CBRE Richard Ellis	1 000 € T.T.C.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat pour l'Observatoire de l'Immobilier et du Foncier d'Entreprise de Montpellier et de son agglomération;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 33 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – BUSINESS INNOVATION CENTRE (BIC) DE MONTPELLIER - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES CAP OMÉGA - CAP ALPHA - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'OTECI (OFFICE TECHNIQUE D'ETUDES ET DE COOPÉRATIONS INTERNATIONALES) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien à la création d'entreprises innovantes est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Agglomération Cap Oméga et Cap Alpha, sous le label Business Innovation Center (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'OTECI, fondé en 1979 à l'initiative de Jean Gandois, alors président de Rhône-Poulenc, est une association à but non lucratif qui regroupe environ 800 retraités, anciens cadres, ingénieurs et techniciens, désireux de mettre leur compétence du monde des affaires au service de la collectivité. Sa mission relève du « bénévolat économique » et ses délégations réparties dans toute la France répondent à la demande d'entreprises, d'institutions nationales et internationales, confrontées à des problèmes qui ne trouvent pas de réponses adaptées sur le marché.

Après une longue carrière en entreprise, grands groupes comme PME-PMI, les seniors de l'OTECI sont à même d'effectuer des missions dans des domaines très divers : management, internationalisation, finance, marketing, production, ingénierie, qualité, ressources humaines, qui relèvent de 4 grands axes : l'assistance aux entreprises, le parrainage de créateurs d'entreprises, la participation à de grands projets en France ou à l'étranger, l'appui à des actions de formation.

Depuis 1987, le BIC Montpellier Agglomération, Cap Omega et Cap Alpha mène une politique active de formation et conseil auprès des créateurs innovants et mobilise autour d'eux les ressources et réseaux qui favoriseront le succès de leur projet et la croissance de leur entreprise.

Le transfert de l'expérience, du savoir-faire et des réseaux d'affaires des seniors de l'OTECI aux créateurs apparaît comme un facteur de réussite et de gain de temps précieux pour le développement des projets d'entreprises accompagnés par le BIC de Montpellier Agglomération.

C'est pourquoi, une convention de partenariat avec l'OTECI qui définit le cadre des missions d'assistance des membres de l'OTECI au sein du BIC de Montpellier Agglomération a été mise en place depuis 2007, puis renouvelée en 2010.

La convention précise notamment que les membres d'OTECI sont bénévoles. Ils interviennent en mission auprès des créateurs sur les sollicitations du BIC de Montpellier Agglomération. L'incidence financière prévue de la convention est limitée à la contribution forfaitaire aux frais de fonctionnement de l'OTECI (par journées d'intervention des seniors OTECI) et aux frais réels de déplacement générés par les missions.

Suite à certains changements dans leur organisation, l'OTECI souhaite modifier certains points dans le cadre d'un renouvellement de la convention. Les modifications de ladite convention portent sur :

- le changement de Délégué Régional d'OTECI, signataire de cette convention : précédemment Gilles Roche devient Paul Laporte
- le tarif forfaitaire par journée d'intervention correspondant à une contribution aux frais de fonctionnement de l'association et aux frais réels de déplacement générés par les missions passe de 120 € à 150 € (TVA non applicable),
- la durée de la convention qui est de un an renouvelable deux fois passe à 3 ans renouvelables deux fois.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de ladite convention,
- dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat avec l'OTECI ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 34 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC GAROSUD - CONVENTION DE PARTICIPATION AUX ÉQUIPEMENTS PUBLICS AVEC LA SERM ET LA SOCIÉTÉ MÉDITERRANÉENNE DE NETTOIEMENT GROUPE NICOLLIN - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération en date du 12 juillet 1990, reçue en Préfecture de l'Hérault le 24 juillet 1990, le District de l'Agglomération de Montpellier a décidé d'engager l'aménagement d'un parc d'activités sur un périmètre d'environ 110 ha.

Par délibération en date du 28 mai 1991, le District a décidé de réaliser les équipements nécessaires à l'aménagement et à l'urbanisation de cette zone. A cet effet, il a décidé, la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (dénommée ZAC GAROSUD). Le dossier de réalisation prévu par l'article R. 311.7 du Code de l'Urbanisme et le programme d'équipement public ont été approuvés par délibération en date du 30 janvier 1992.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement en application de l'article 1585.C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quarter du Code Général des Impôts.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

Suite à un incendie, la Société Méditerranéenne de Nettoyement Groupe NICOLLIN envisage la reconstruction d'un bâtiment à usage de centre de tri des déchets.

La construction s'implantera sur les terrains situés au 299 rue de la Castelle à Montpellier (parcelle OI 58) d'une superficie de 6 723 m². Ces terrains, situés à l'intérieur du périmètre de ZAC, sont la propriété de la Société Méditerranéenne de Nettoyement Groupe NICOLLIN. Ils n'ont pas été acquis auprès de la SERM aménageur.

La reconstruction d'un bâtiment de 2 420 m² de S.H.O.N. globale est envisagée, correspondant à 239 m² de S.H.O.N. complémentaires par rapport à l'ancien bâtiment ayant subi l'incendie. La participation s'appliquera uniquement à cette surface complémentaire.

Ainsi, la participation étant fixée à 80 €/m² de S.H.O.N. pour la ZAC GAROSUD, le montant de la participation du constructeur, au regard des surfaces complémentaires exprimées, s'élèvera à 19 120 € H.T.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de participation aux aménagements des équipements publics de la ZAC GAROSUD établie en application de l'article L.311-4 du code de l'Urbanisme avec la SERM et la Société Méditerranéenne de Nettoyement Groupe NICOLLIN,
- fixer le montant de cette participation à 80€/m² de S.H.O.N. complémentaires sur la parcelle OI 58,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012, au chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 35 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ ODYSSEUM EST - MONTPELLIER - DÉCLARATION DE PROJET - APPROBATION

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8666 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de Communauté a décidé le principe de création d'une Zone d'Aménagement Concerté sur le site de Rastouble, sur la Commune de Montpellier, sur une superficie d'environ 10 hectares dénommée ZAC Odysseum Est.

En application de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, il a approuvé les objectifs de la future ZAC et défini les modalités de concertation du public.

Les objectifs suivants ont été retenus :

- accueillir des activités hôtelières, ludiques, commerciales et tertiaires dans le prolongement d'Odysseum,
- réaliser une opération de grande qualité paysagère, respectant le principe d'intensité paysagère imposé au SCOT, et assurant la qualité de l'entrée de ville perceptible depuis les axes Pierre Mendès France et autoroute A9.

La concertation a permis de dégager un consensus sur la pertinence d'un projet d'aménagement sur un secteur très bien desservi, qui s'inscrit en extension d'une zone d'activités existante et qui répond à la demande croissante d'activités ludiques, hôtelières et commerciales en lien avec la croissance démographique très importante de l'agglomération.

Par délibération n°8859 en date du 26 mai 2009, le Conseil de Communauté prenant acte du bilan de la concertation, a approuvé le dossier de création de la ZAC. Il prévoit un programme de 65 000 m² SHON d'activités ludiques, commerciales, hôtelières et tertiaires.

La SAAM a été désignée concessionnaire de cette ZAC par la délibération n°9463 du 1^{er} avril 2010.

Afin d'acquérir les terrains et immeubles nécessaires à la réalisation de cette opération d'intérêt général, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé d'engager, en parallèle des acquisitions réalisées à l'amiable, une procédure d'enquêtes publiques conjointes, parcellaire et préalable à la déclaration d'utilité publique.

Par délibération n°9955 du 26 janvier 2011, ont été approuvés un dossier d'enquête préalable à la DUP, et un dossier d'enquête parcellaire, et demandé à Monsieur le préfet l'ouverture des enquêtes conjointes.

L'ensemble du foncier ayant été entre temps acquis à l'amiable, l'enquête parcellaire a été retirée. L'enquête préalable à la Déclaration d'utilité publique du projet a été maintenue.

Le 19 décembre 2011, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a pris l'arrêté n°2011-I-2697 en vu de procéder à l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique.

Celle-ci s'est déroulée du 19 janvier 2012 au 17 février 2012 inclus.

Conformément aux articles L.126-1 du Code de l'Environnement et L.11-1-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, l'enquête publique de toute opération doit être suivie d'une déclaration de projet prise par le maître d'ouvrage dans laquelle ce dernier se prononce sur l'intérêt général du projet au regard des résultats de l'enquête publique.

I- Justification de l'intérêt général de l'opération :

Ce projet a été retenu pour plusieurs motifs :

- Il répond à l'exceptionnelle croissance démographique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : Avec plus de 5 000 nouveaux habitants par an, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit structurer une offre commerciale et ludique adaptée à cette nouvelle clientèle, dans le cadre du développement urbain important que constitue Port Marianne. C'est ce que permet la ZAC ODYSSEUM EST.

- Il contribue à développer l'attractivité touristique de l'agglomération :

Sa localisation, dans le prolongement d'Odysseum, renforce une nouvelle centralité urbaine au concept novateur et contribue à l'attractivité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'échelle régionale et nationale.

Il bénéficie en outre d'une localisation exceptionnelle en entrée de ville : le long de l'autoroute A9, à proximité de l'échangeur, de l'aéroport, de la future gare TGV, intégré à l'immobilier d'affaires environnant, qui en fait le site idéal pour cibler les clientèles touristiques et de tourisme d'affaires.

- Il satisfait trois enjeux majeurs au SCOT :

- Développer une armature commerciale plus proche et plus accessible : En permettant l'implantation d'activités hôtelières, commerciales et ludiques dans le prolongement du pôle existant d'Odysseum, relié directement au centre-ville par le tramway, il permet de limiter la dispersion de ce type d'activités en périphérie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.. Organiser ces implantations est indispensable dans le contexte de forte croissance démographique qui appelle un développement de l'offre commerciale et ludique.

- Adosser le développement urbain à la préservation et la valorisation des espaces naturels et agricoles : Le projet d'aménagement du site Rastouble s'attache à : définir des limites durables d'urbanisation, permettre la greffe urbaine sur le tissu urbain à vocation commerciale et ludique d'Odysseum, insérer le projet dans le paysage et préserver des éléments patrimoniaux classés aux environs, assurer la lisibilité et la cohérence interne et externe du site, favoriser une certaine unité architecturale et paysagère de la future opération.

Le projet prend en compte le paysage naturel avec le maintien de l'espace boisé existant du mas Rastouble et des masses végétales préexistantes. En outre il le valorise par un parti d'aménagement des voiries et cheminements doux où les impacts artificialisés, construits ou non, seront minimisés le plus possible au bénéfice d'espaces végétalisés.

- Rechercher la qualité environnementale comme vecteur d'image et de qualité : Compte tenu de la nature du projet et de sa localisation privilégiée en entrée de ville, le projet vise à valoriser le potentiel d'image du site, en organisant les effets de vitrine sur l'avenue Pierre Mendès France et sur l'actuelle autoroute A9. Ainsi, les enjeux de qualité sont essentiels et ce projet retranscrit cette valeur fondamentale à tous les niveaux de la réflexion : urbanistique, paysagère et architecturale, au niveau de la définition du schéma des espaces publics, des espaces à construire et des espaces paysagers à constituer ou à préserver.

Ce projet permet de structurer une façade paysagère qualitative en entrée de ville et de tisser une transition harmonieuse entre le grand paysage ouvert et le site d'Odysseum.

- Il répond aux nombreuses contraintes qui affectent le site, notamment le Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport qui ne permet pas d'opération d'habitat, la servitude de dégagement aéronautique qui limite la hauteur des bâtiments, la topographie du site, le principe d'intensité paysagère inscrit au SCOT qui impose un bâti ramassé, la proximité de bâtiments classés monuments historiques qui impose une qualité architecturale soignée. Au final, seule une programmation mixte ludique, hôtelière, commerciale et tertiaire permet de valoriser ce site d'entrée de ville et ainsi de renforcer l'image de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

II- Suites données au vu des résultats de l'enquête préalable à la DUP :

L'enquête publique préalable à la DUP a permis de constater qu'aucune opposition à l'utilité publique du projet n'a été soulevée. Le registre d'enquête ne comporte qu'une seule mention, émanant d'un porteur de projet ludique qui exprime son intérêt pour le site et confirme l'opportunité de l'opération.

Aussi, le commissaire enquêteur, considérant le déroulement satisfaisant de l'enquête, considérant que la publicité a été faite dans les formes, constatant le peu de réaction du public, considérant que l'opération est la phase terminale d'un ensemble cohérent plus vaste, qu'il existe des besoins en emplacement pour des activités commerciales, ludiques et hôtelières, que le projet satisfait aux enjeux du SCOT de Montpellier Agglomération, appréciant le souci de respect du site et d'intégration des équipements dans le paysage, et considérant que, sur le plan économique, le pari peut être tenté, a émis un **avis favorable** à l'utilité publique du projet d'aménagement de la ZAC Odysseum Est.

Il recommande cependant la réalisation d'études complémentaires au printemps sur l'avifaune et les chiroptères, suivies, le cas échéant, de mesures compensatoires.

Il est précisé que ces études seront réalisées et feront l'objet d'un complément d'étude d'impact joint au dossier de réalisation de la ZAC.

Au vu des résultats de l'enquête publique préalable à la DUP, il n'est pas nécessaire d'apporter de modification au projet soumis à enquête publique.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer l'intérêt général du projet d'aménagement de la ZAC Odysseum Est, pour les motifs et considérations exposés ci-dessus,

- autoriser Monsieur le Président à solliciter Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, pour que soit pris l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 36 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – COUVEUSE D'ACTIVITÉS CREA LEAD - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, souhaite continuer à soutenir l'action de couveuse d'activité de la SCRL (Société Coopérative à Responsabilité Limitée) CREA LEAD.

Cofinancée par le Fonds Social Européen, l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et en partie autofinancée, CREA LEAD permet aux porteurs de projet de tester en grandeur réelle leur activité tout en étant accompagnés et en bénéficiant du statut de salarié. Ce test donne aux futurs entrepreneurs les moyens d'apprécier la pertinence et la viabilité économique de leur projet avec leurs partenaires ainsi que leurs capacités à réaliser ce projet et de décider de créer ou non leur activité. La couveuse met à disposition des porteurs de projet d'entreprise un accompagnement et un cadre juridique permettant un hébergement de leur activité économique.

Depuis 2007, CREA LEAD s'est ouverte à l'entrepreneuriat collectif et permet aux salariés de devenir associés de la coopérative après la période de test.

A partir de 2009, CREA LEAD a également élargi son activité de couveuse au secteur du bâtiment, grâce à un partenariat étroit avec la coopérative d'activité CABESTAN, habilitée à intervenir sur ces métiers. Dans le même temps la couveuse s'est aussi engagée dans un processus d'ouverture vers les projets innovants, en partenariat avec le réseau régional SYNERSUD des pépinières d'entreprises.

En 2011, la couveuse d'activités a accompagné et suivi 45 nouveaux entrepreneurs, dont 3 issus du bâtiment. Parmi les personnes sorties de la couveuse, 16 personnes ont connu une insertion durable : 8 ont créé leur entreprise et 8 ont intégré la coopérative (CDI).

Les résultats attendus pour 2012 sont les suivants : accompagner et suivre au moins 25 nouveaux entrepreneurs dont au moins 4 dans le secteur du bâtiment, en plus de ceux qui sont en cours de parcours, et réaliser au moins 20 sorties positives (création d'activité, CDI ou CDD supérieur à 6 mois).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de participer à hauteur de 30 000 euros au titre de l'année 2012 sur un budget total de 293 285 euros, sous réserve de la signature de la convention et de l'engagement des co-financeurs.

Le plan de financement prévisionnel au titre de l'année 2012 est le suivant :

- 90 000 € du Fonds Social Européen,
- 50 000 € du Département de l'Hérault,
- 46 500 € de la Région Languedoc-Roussillon,
- 30 000 € de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- 13 500 € de la Direction Languedoc-Roussillon (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi),
- 63 285 € de contribution coopérative (rémunération des services par les usagers).

Une convention précise les objectifs et les services à mettre en œuvre, ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à la SCRL CREA LEAD une subvention de 30 000 euros pour l'accompagnement, le suivi des projets sous réserve de la signature de la convention et de l'engagement des co-financeurs ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention avec les partenaires concernés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 37 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER ET PÔLE EMPLOI HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise toutes les énergies, afin de proposer un environnement favorable à l'implantation, la création et à la croissance des entreprises et de l'emploi sur son territoire.

Dans certains secteurs, les entreprises expriment des difficultés à recruter du personnel qualifié, particulièrement sur les métiers en tension. La croissance de ces entreprises s'en trouve ralentie. Ces difficultés tiennent dans certains cas à une pénurie de compétences, ou encore, simplement, à la difficulté qui peut parfois exister dans le rapprochement entre l'offre d'emploi et la demande existante. Enfin, quand bien même les entreprises trouvent la compétence à l'extérieur du territoire, se pose alors le problème de l'emploi du conjoint de la personne recrutée.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie globale de prospection d'entreprises, la mise en valeur du potentiel offert par le territoire en matière de ressources humaines, étudié en fonction des besoins précis des entreprises peut constituer un critère de choix d'implantation supplémentaire pour les entreprises prospectées. L'enjeu est important puisqu'il s'agit d'inciter certaines entreprises à venir s'installer sur le territoire, et à y créer des emplois.

C'est pour répondre à ces problématiques liées au recrutement et à la création d'emplois que la Communauté d'Agglomération de Montpellier tient à s'appuyer sur un partenariat fort avec Pôle emploi.

Les objectifs poursuivis par ce partenariat sont :

- de réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- d'apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des informations qui ont trait à leurs besoins de recrutement ;
- de mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi ;
- de mobiliser l'offre de service de Pôle emploi en vue du placement des conjoints de salariés demandeurs d'emploi arrivant sur le territoire de l'agglomération de Montpellier ;
- d'organiser les interventions respectives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de Pôle emploi dans le cadre des Rencontres pour l'emploi organisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Plus largement, Pôle emploi et la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engagent à participer à des actions multi-partenariales visant à répondre à des problématiques particulières de recrutement, jugées utiles par les deux parties, et d'une manière générale à toutes actions qui viseraient les objectifs définis ci-dessus. Ces actions pourront faire l'objet de conventions spécifiques : par exemple participation à une cellule-emploi dédiée aux recrutements et au suivi de la clause sociale sur les marchés de grands travaux du territoire ; actions spécifiques liées à l'animation de la Zone Franche Urbaine...).

Durant la période d'exécution de la première convention (2009-2011), le partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Pôle Emploi a permis l'accompagnement de 35 entreprises (études pour des entreprises exogènes en prospection, recrutement de personnel dans des entreprises locales) ; l'organisation de 7 éditions des Rencontres pour l'Emploi lors desquelles en moyenne 40% des visiteurs étaient invités par Pôle Emploi.

Pôle Emploi a également contribué au côté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'animation de la Zone Franche Urbaine, à la participation à la cellule emploi dans le cadre des travaux de la ligne 3 du tramway ainsi qu'à la mise en place d'ateliers de recherche d'emploi à la Cyberbase de Montpellier Agglomération.

Une convention, conclue pour une durée d'une année reconductible une fois, prévoit les engagements de chaque partie et modalités de suivi des objectifs de ce partenariat.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention définissant les modalités de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Pôle Emploi Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 38 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER - CONVENTION - DEMANDE DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, favorise l'accueil et l'information des publics sur les emplois et les métiers, ainsi que l'accompagnement, le soutien, le développement, le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.

A ce titre, elle soutient l'action de l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier (MLJAM) dont l'objet est d'accueillir, informer, orienter et accompagner des jeunes de 16 à 25 ans pour favoriser leur insertion professionnelle. Plus particulièrement, elle lui confie les missions suivantes :

- assurer l'accès aux services de la MLJAM à l'ensemble des jeunes de 16 à 25 ans du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en s'appuyant sur un réseau d'antennes offrant une cohérence territoriale de la prise en charge des publics,
- soutenir et mettre en œuvre tout type d'actions permettant le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi sur les antennes dans un objectif d'insertion des jeunes.

En 2011, la MLJAM a réalisé 3 900 nouveaux accueils, 3 416 jeunes sont entrés en emploi et 2 291 en formation ou en alternance.

Pour 2012, les objectifs quantitatifs attendus sont au moins 4 000 jeunes accueillis, 3 000 jeunes entrés en emploi et 2000 entrés en formation ou en alternance.

La MLJAM participera également, selon des modalités fixées pour chaque action, aux actions pilotées ou soutenues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en faveur de l'emploi, notamment :

- orienter des jeunes sur les chantiers d'insertion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- orienter des jeunes dans le cadre des clauses sociales sur les marchés publics suivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment sur les grandes infrastructures,
- participer à l'organisation des Rencontres pour l'Emploi de Montpellier Agglomération selon les modalités décidées en comité de pilotage,
- participer à l'animation économique de la Zone France Urbaine de Montpellier,

Pour permettre à la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier de réaliser ses missions, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer, sur un budget global de 3 018 801 € (dont contributions volontaires en nature) à hauteur de 612 600 euros répartis ainsi :

- une subvention d'un montant de 377 490 euros, conformément à la délibération n°10531 du 20 décembre 2011 adoptant l'affectation des subventions de l'exercice 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- la mise à disposition de 5 agents publics auprès la MLJAM correspondant à un montant de 217 537 (coût des agents mis à disposition sur la base annuelle 2011),
- la mise à disposition de locaux correspondant à un montant de 17 573 € (5 500 € pour la valorisation des locaux mis à disposition de l'antenne de Lattes, dans la Maison d'Agglomération de Lattes ; 7 073 € pour la valorisation de locaux mis à disposition de l'antenne de Castries, dans la médiathèque de Castries et 5000 € pour la valorisation des locaux mis à disposition du Point Ecoute de Villeneuve-lès-Maguelone, dans la Maison d'Agglomération de Villeneuve-lès-Maguelone).

L'engagement prévisionnel des autres co-financeurs s'élève à 2 406 202 € (fonctionnement et actions spécifiques) :

- Etat : 1 611 429 €
- Région Languedoc-Roussillon : 304 383 €
- Pôle Emploi : 237 820 €
- Département de l'Hérault : 84 000 €
- Ville de Montpellier : 2 000 €
- FSE : 26 260 €
- CNASEA (emplois aidés) : 99 379 €
- Autres : 40 931 €

Une convention entre l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier précise les modalités de ce financement.

Mesdames C. Fourteau, T. Capuozzi-Boualam et Messieurs G. Pastor, J.-P. Moure, C. Sudres, C. Meunier, P. Maurel, C. Morales ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier,
- accorder pour l'année 2012 à l'association Mission Locale Jeunes de l'Agglomération de Montpellier une participation de 612 600 euros dont 377 490 euros de subvention pour assurer les missions qui lui sont confiées,
- dire que cette subvention a été affectée par délibération n°10531 du 20 décembre 2011 relative à l'affectation des subventions de l'exercice 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 39 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « ON LINE » - RUE RAIMON DE TRENCANEL À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition dans le cadre d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 15 logements locatifs sociaux, résidence « One Line », rue Raimon de Trencavel à Montpellier. Cette opération contribue à la reconstruction de logements sociaux promis à la démolition dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier. A ce titre, elle a été financée par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) en 2011. Elle comprend 13 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par le cabinet d'architecture Serrado à Montpellier.

La SA d'HLM ERILIA demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les 4 emprunts d'un montant total de 1 369 020 € quelle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 755 191 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 473 507 € ;

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 86 246 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 54 076 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	755 191 €	473 507 €	86 246 €	54 076 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,50 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ERILIA, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 026 765 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 1 369 020 €, sollicités par la SA d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence "On Line", rue Raimon de Trencavel à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la CDC et la SA d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 40 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – EXTENSION ET RÉHABILITATION DE L'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES « L'OUSTAL » - AVENUE HENRI MAJUREL À PIGNAN - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'ASSOCIATION L'OUSTAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'association « L'Oustal » a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'extension et la réhabilitation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) qu'elle exploite depuis 1988, avenue Henri Majurel à Pignan. Ce projet s'inscrit dans une démarche d'amélioration des conditions d'hébergement des résidents en proposant notamment la création de 16 chambres supplémentaires afin de diminuer le nombre de chambres doubles, maintenant la capacité de l'établissement à 68 places et 2 accueils de jours.

Ce projet a été conçu par le cabinet CoO Architectes établi à Montpellier.

L'association « L'Oustal » demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25 % le Prêt Locatif Social (PLS) et le prêt complémentaire d'un montant total de 2 796 894 € qu'elle sollicite auprès du Crédit Foncier de France et du Crédit Coopératif pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie à hauteur de 75%.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par le Crédit Foncier de France et le Crédit Coopératif sont les suivantes :

- Prêt PLS contracté auprès du Crédit Foncier de France :

Montant du prêt : 2 440 414 €

Taux d'intérêt actuariel annuel : 3,32% (taux indexé sur le Livret A)

Périodicité des échéances : annuelle

Durée : 27 ans dont 25 ans d'amortissement

La Communauté d'Agglomération de Montpellier renonce, par suite, à opposer au Crédit Foncier de France l'exception de discussion des biens du débiteur principal et toutes autres exceptions dilatoires et prend l'engagement de payer de ses deniers, à première réquisition du Crédits Foncier de France, toute somme due au titre de cet emprunt en principal à hauteur de la quotité sus-indiquée, augmentée des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé et autres accessoires ainsi que tous frais et impôts qui, pour un motif quelconque, n'auraient pas été acquittés par l'association « L'Oustal » à l'échéance exacte.

- Prêt complémentaire contracté après du Crédit Coopératif :

Montant du prêt : 356 480 €

Taux d'intérêt actuariel annuel : 4,36% (taux fixe)

Echéance : trimestrielle

Durée : 20 ans

Au cas où l'association « L'Oustal », pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Coopératif et par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 699 223,50 €, représentant 25 % des deux prêts d'un montant total de 2 796 894 €, sollicités par l'association "L'Oustal" auprès du Crédit Foncier de France et du Crédit Coopératif pour l'extension et la réhabilitation de l'EHPAD "L'Oustal" à Pignan ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le Crédit Foncier de France et l'association "l'Oustal" et entre le Crédit Coopératif et l'association "l'Oustal", et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 41 : HORS COMMISSION – EXPOSITION CORPS ET OMBRES, CARAVAGE ET LE CARAVAGISME EUROPÉEN - CONFÉRENCE DE PRESSE EXCEPTIONNELLE - FINANCEMENT DU DÉPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DE LA PRESSE - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier développe une politique de communication cohérente dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues, notamment dans le domaine de la culture. Il s'agit, en l'espèce, de la promotion des équipements qu'elle gère mais aussi des différentes manifestations et expositions qu'elle organise et qui s'y déroulent.

Membres de l'organisme de coopération franco-américaine FRAME (French Regional American Museum Exchange), le musée Fabre de Montpellier Agglomération et le musée des Augustins de Toulouse s'associent pour proposer une exposition événement consacrée au Caravagisme européen,

Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme européen, également en association avec des prestigieux musées américains. Cette exposition reconnue d'intérêt national, se déroulera du 23 juin au 14 octobre 2012 ; 150 chefs-d'œuvre de Caravage à Rembrandt, de Ribera à Georges de la Tour, rarement prêtés y seront réunis.

A cette occasion, le réseau FRAME organise, le 9 mai 2012 à la Maison de la Mutualité de Paris, une conférence de presse à destination de la presse nationale spécialisée culture. Des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont invités à participer à cette présentation pour un montant estimé à 2000€.

Afin de présenter cet événement exceptionnel et d'en assurer une couverture médiatique à la hauteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé d'inviter le 9 mai 2012, des représentants de la presse locale. La collectivité souhaite assurer la prise en charge des frais de transport de ces derniers.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le financement des frais de déplacement,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.